



DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

COMPENDIUM 2009

Luc Mampaey

Ce rapport a été réalisé dans le cadre d'un projet soutenu
par la Présidence du Gouvernement wallon.

Les activités du GRIP sont soutenues
financièrement par

le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (ACTIRIS),
le Ministère de la Communauté française (service Education permanente),
le Fonds de la Recherche scientifique – FNRS,
le Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg,
le Ministère des Affaires étrangères de Belgique,
le Fonds Maribel Social

© Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
rue de la Consolation, 70
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

Sommaire

Introduction	5
1. Les sources et les méthodes	6
1.1. Les dépenses militaires	6
1.2. La production d'armement	6
1.3. Les transferts d'armements	7
1.4. Conventions monétaires	8
2. Les dépenses militaires mondiales	9
2.1. Tendances générales	9
2.2. Analyse régionale	9
Amérique	10
Moyen-Orient	11
Asie et Océanie	11
Afrique	12
Europe	13
2.3. Les États les plus dépensiers en 2007	14
3. La production d'armement dans le monde	17
3.1. Un Top 100 dominé par les États-Unis	17
3.2. La poursuite des fusions et acquisitions	18
4. Les transferts internationaux d'armements conventionnels	19
4.1. Tendances générales	19
4.2. Principaux importateurs et exportateurs	20
Union européenne	20
Russie	22
Etats-Unis	22
4.3. Les transferts vers les pays les plus pauvres	23
5. Valeur financière du commerce mondial des armements	25
Annexes	26
Annexe 1. Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis, 1998-2007	26
Annexe 2. Population, PIB et dépenses militaires des pays membres et candidats de l'UE et des États-Unis en 2007	27
Annexe 3. Les 100 principaux producteurs d'armement dans le monde en 2007	28
Annexe 4. Transferts d'armements réalisés par les 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 50 principaux destinataires, somme de la période 1998-2007	30
Annexe 5. Les 50 principaux exportateurs, 1998-2007	31
Annexe 6. Les 50 principaux importateurs, 1998-2007	32

Tableaux et graphiques

Tableau 1.	Dépenses militaires mondiales, par régions, 1998-2007	10
Tableau 2.	Les dépenses militaires des 15 pays les plus dépensiers en 2007	16
Tableau 3.	Les 10 principales firmes de production d'armement en 2007	17
Tableau 4.	Les 10 plus grands exportateurs et importateurs d'armements conventionnels, totaux de la décennie 1998-2007	20
Graphique 1.	Dépenses militaires mondiales : les États-Unis et le reste du Monde	9
Graphique 2.	Dépenses militaires mondiales, par régions, 1998-2007	13
Graphique 3.	Chiffre d'affaires cumulé, « civil » et « défense » des 100 principaux producteurs d'armements dans le monde	17
Graphique 4.	Tendance des transferts internationaux d'armements conventionnels, 1950-2007	19
Graphique 5.	Transferts internationaux d'armements conventionnels : Union européenne, États-Unis et Russie, en % du total mondial, 1987-2007	21
Graphique 6.	Distribution des importations mondiales d'armements, en fonction de l'indicateur de développement humain (IDH), de 1954 à 2007	24
Graphique 7.	Valeur financière du commerce international des armements conventionnels, 1998-2006	25

Introduction

Les données et statistiques publiées dans ce rapport sont une synthèse des données et statistiques relatives aux dépenses militaires mondiales, à la production et aux transferts internationaux d'armements conventionnels publiées au cours de l'année 2008. Les références de ce rapport sont principalement les publications et les bases de données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), parfois complétées par des statistiques socio-économiques extraites des bases de données d'Eurostat, de la Banque mondiale ou d'agences des Nations unies. Dans tous les cas, les sources et leurs hyperliens Internet sont clairement indiqués.

Ce « Compendium 2009 » annule et remplace toutes les données contenues dans le « Compendium 2008 » (Rapport du GRIP 2007/7) et dans toutes les versions antérieures. Il est une analyse condensée des tendances en matière de dépenses militaires, de production et de commerce des armes. Il propose des faits et statistiques de base directement exploitables par le lecteur et régulièrement mis à jour sur le site Internet du GRIP (suivre « Banque de données » sur < <http://www.grip.org> >). Pour le lecteur qui souhaite approfondir une thématique, il est également un outil précieux qui facilitera l'accès et la compréhension des bases de données plus complètes du SIPRI ou d'autres organisations.

Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Le SIPRI a été créé à l'initiative du parlement suédois en 1966 afin de commémorer 150 ans d'une paix ininterrompue pour la Suède. Un couple exceptionnel en aura marqué les premières années, en se succédant à la tête du premier conseil d'administration. Alva Myrdal tout d'abord : écrivaine, successivement diplomate, parlementaire et membre du gouvernement suédois, elle sera nommée en 1962 représentante de la Suède à la Conférence sur le désarmement à Genève. Chef de file des pays non alignés, elle exercera dès ce moment une pression permanente sur les deux superpuissances pour les amener sur la voie de mesures concrètes en faveur d'une réduction et du contrôle des armements. Cette ténacité sera récompensée par le prix Nobel de la Paix en 1982. Inlassable militante pour la paix, mais également convaincue de la nécessité d'aborder la lutte pour la paix et le désarmement selon une méthode rigoureuse, elle contribua à faire rapidement de SIPRI une référence internationalement reconnue. Son mari, Gunnar Myrdal, économiste engagé de réputation internationale et lauréat Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel en 1974, lui succédera.

Le SIPRI publie depuis 1969 un annuaire, le SIPRI Yearbook, qui est devenu un ouvrage de référence aussi bien pour les gouvernements que pour les organisations non gouvernementales et les milieux académiques. Les données statistiques et séries historiques sont en outre disponibles et libre d'accès sur le site Internet du SIPRI : < <http://www.sipri.org> >

1. Les sources et méthodes

1.1. Les dépenses militaires

Les données et informations relatives aux dépenses militaires dans le monde discutées dans ce rapport sont extraites des bases de données en ligne du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) et du *SIPRI Yearbook 2008*, Chapitre 5, *Military Expenditure*, rédigé par Petter Stålenheim, Catalina Perdomo et Elisabeth Sköns. Elles sont établies par le SIPRI selon une méthodologie¹ rigoureuse sur la base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales (OTAN, FMI, OCDE, PNUD).

Lorsque les données officielles ne correspondent pas à la définition des dépenses militaires retenue par le SIPRI, ou lorsque les séries temporelles sont incomplètes, fragmentaires ou inexploitable (en raison de conflits ou d'une situation économique désastreuse, notamment pour les pays africains), le SIPRI procède à une estimation prudente et réaliste. Par contre, lorsqu'un pays ne communique aucune donnée sur l'état de ses dépenses militaires, le SIPRI procède à une estimation en supposant que le taux de variation pour ce pays est identique à celui de la région à laquelle il appartient. Lorsqu'une estimation raisonnable est impossible pour un pays donné, aucun chiffre n'est affiché et ce pays est exclu du total. Parmi les pays ainsi exclus figurent notamment l'Angola, Cuba, la Guinée équatoriale, Haïti, le Myanmar (Birmanie), la Corée du Nord, le Qatar, la Somalie, Trinidad et Tobago, et le Vietnam. Les données sont également absentes pour les pays qui n'ont pas de forces armées. C'est par exemple le cas du Costa Rica dont les faibles dépenses d'armement nécessaires à l'équipement de la police et gardes-côtes représentent moins de 0,05% de son PIB. Les données publiées par le SIPRI, en raison de leur méthodologie prudente et rigoureuse, sous-estiment probablement le niveau réel des dépenses militaires mondiales.

Il faut aussi garder à l'esprit que les dépenses publiques concourant à l'effort de défense ne sont pas nécessairement toutes inscrites au budget de la défense, mais peuvent être couvertes par d'autres postes du budget de l'État. Aux États-Unis par

exemple, les dépenses pour la « défense nationale » sont composées du budget du département de la défense (DoD) mais également des dépenses nucléaires à vocation militaire inscrites au budget du département de l'Énergie (DoE) ainsi que de certaines dépenses militaires engagées par d'autres départements fédéraux tels que la sécurité intérieure (*Homeland Security*), la Justice ou le FBI.

Le SIPRI inclut dans sa définition des dépenses militaires toutes les dépenses de personnel (salaires, pensions et services sociaux du personnel civil et militaire), d'acquisition d'équipement, de recherche et développement, d'opérations et de maintenance, de construction d'infrastructures, d'activités spatiales militaires, et d'assistance militaire à l'étranger engagées par les ministères de la défense ainsi que par les agences gouvernementales engagées dans des projets militaires. Par contre, sont exclues de la définition les dépenses engagées par des forces armées non gouvernementales ainsi que les dépenses liées à des activités militaires passées (avantages autres que les pensions aux vétérans, coûts de la démobilisation et de la reconversion d'infrastructures, démantèlement et destruction d'armes) ce qui peut induire une différence significative pour certains pays.

Toutes les données relatives aux dépenses militaires présentées dans ce rapport sont extraites de la banque de données *SIPRI Military Expenditure Database* qui couvre 167 pays sur une période allant de 1988 à 2007. Les données sont présentées en devises nationales à prix courants, en dollars américains aux prix et taux de change de 2005, ainsi qu'en pourcentage du produit intérieur brut. La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires est gratuite et accessible à l'adresse < <http://milexdata.sipri.org/> >.

1.2. La production d'armement

Une section de ce Compendium est consacrée aux principaux groupes industriels de production d'armement dans le monde. Des données relatives à ces groupes sont également publiées dans les annuaires du SIPRI.

Toutefois, nous retiendrons dans cette publication les données relatives aux cents premiers producteurs mondiaux d'armements publiées par la revue spécialisée *Defense News*. Ce choix nous permet de présenter les chiffres d'affaires de l'année

1. Pour une explication de la méthodologie, voir : <http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_sources.html>

2007, tandis que les dernières données du SIPRI sont arrêtées à 2006.

Les chiffres d'affaires des cents principaux groupes de l'armement dans le monde sont exprimés en millions de dollars des États-Unis, aux prix courants. Les conversions en dollars du chiffre d'affaires des firmes non américaines sont effectuées en utilisant le taux de change de la fin de l'exercice fiscal.

Les archives relatives au Top 100 des groupes de l'armement dans le monde depuis 1998 sont disponibles sur le site Internet du GRIP < <http://www.grip.org> >, rubrique « Banque de données ».

1.3. Les transferts d'armements

Les données et informations relatives aux transferts internationaux d'armements conventionnels sont extraites bases de données en ligne du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), et du *SIPRI Yearbook 2008*, Chapitre 7, *International Arms Transfers* rédigé par Paul Holtom, Mark Bromley et Pieter D. Wezeman.

Les statistiques du SIPRI, bien que d'une très grande rigueur, doivent être utilisées avec prudence pour des raisons méthodologiques : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance (*Trend Indicator Value*, TIV) établis selon une grille de prix propre au SIPRI et exprimée en dollars aux prix et taux de change de 1990. Ils ne représentent donc pas une mesure monétaire réelle des ventes d'armes et ne peuvent donc en aucune manière être comparés avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental annuel.

Les tableaux et graphiques de ce rapport sont construits à partir des données extraites de la *SIPRI Arms Transfers Database* qui couvrent, pour 115 pays ou organisations, les transferts d'armements conventionnels effectués entre 1950 et 2007. La base de données du SIPRI sur les transferts d'armes est gratuite et accessible à l'adresse < <http://arms-trade.sipri.org/> >.

Les statistiques du SIPRI concernent les « armements conventionnels majeurs » (*major conventional weapons*) répartis en 7 catégories² :

2. Pour une définition précise de chacune de ces catégories et davantage d'informations sur les sources et la méthodologie du SIPRI pour les transferts d'armes, nous encourageons le lecteur à consulter le site Internet du SIPRI (rubrique « Background information ») : < http://www.sipri.org/contents/armstrad/at_db.html >.

aéronefs, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles, navires et moteurs. Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères et de petit calibre, les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI.

Pour des raisons qui sont explicitées plus loin, et contrairement aux éditions précédentes du *Compendium*, nous avons définitivement renoncé à exploiter les statistiques publiées par le *Congressional Research Service*, le service de recherche et d'analyse du Congrès des États-Unis.

Types d'armements conventionnels couverts par les statistiques du SIPRI

« Since publicly available information is inadequate for the tracking of all weapons and other military equipment, the SIPRI Arms Transfers Database covers only what it defines as *major conventional weapons*. The Database does not cover any transfers of small arms and light weapons (SALW) other than man-portable air defence systems (MANPADS) and some categories of guided anti-tank missiles. The Database covers the following:

1. Aircraft: all fixed-wing aircraft and helicopters and most unmanned reconnaissance and combat aircraft (UAV and UCAV), with the exception of micro-light aircraft, powered and unpowered gliders and target drones.
2. Armoured vehicles: all vehicles with integral armour protection, including all types of tank, tank destroyer, armoured car, armoured personnel carrier, armoured support vehicle and infantry fighting vehicle.
3. Artillery: naval, fixed, self-propelled and towed guns, howitzers, multiple rocket launchers and mortars, with a calibre equal to or above 100 millimetres (mm).
4. Radar systems: all land-, aircraft- and ship-based active (radar) and passive (e.g., electro-optical) surveillance systems with a range of at least 25 kilometres (km), with the exception of navigation and weather radars, and all fire-control radars, with the exception of range-only radars. In cases where the system is fitted on a platform (vehicle, aircraft or ship), the register only notes those systems that come from a different supplier than the supplier of the platform.
5. Missiles: all powered, guided missiles and torpedoes with conventional warheads. Unguided rockets, guided but unpowered shells and bombs, free-fall aerial munitions, anti-submarine rockets and target drones are excluded.
6. Ships: all ships with a standard tonnage of 100 tonnes or more, and all ships armed with artillery of 100-mm calibre

or more, torpedoes or guided missiles, with the exception of most survey ships, tugs and some transport ships.

7. Engines: (a) engines for military aircraft, e.g., combat-capable aircraft, larger military transport and support aircraft, including helicopters; (b) engines for combat ships (fast attack craft, corvettes, frigates, destroyers, cruisers, aircraft carriers, submarines); (c) engines for most armoured vehicles (generally engines of more than 200hp output); and (d) ASW and AS sonar systems for ships.

Transfers of other military equipment such as SALW (other than MANPADS and some guided anti-tank missiles), trucks, artillery under 100mm calibre, ammunition, components (other than radars and engines), as well as repair and support services are not included. »

Source : < <http://www.sipri.org/contents/armstrad/coverage.html> >

1.4. Conventions monétaires

Les dépenses militaires issues des bases de données du SIPRI sont exprimées en dollars, aux prix et taux de change de 2005.

Les chiffres d'affaires des groupes de l'armement sont exprimés en dollars, aux prix courants.

Les indicateurs de tendance du SIPRI relatifs aux transferts d'armements conventionnels (*Trend Indicator Value*, TIV) sont exprimés en dollars, aux prix et taux de change de 1990.

Lorsque des données exprimées en devises de pays européens non membres de la zone euro sont converties en euros, elles le sont en utilisant les taux de change moyen de l'année 2007 publiés par Eurostat.

2. Les dépenses militaires mondiales

2.1. Tendances générales

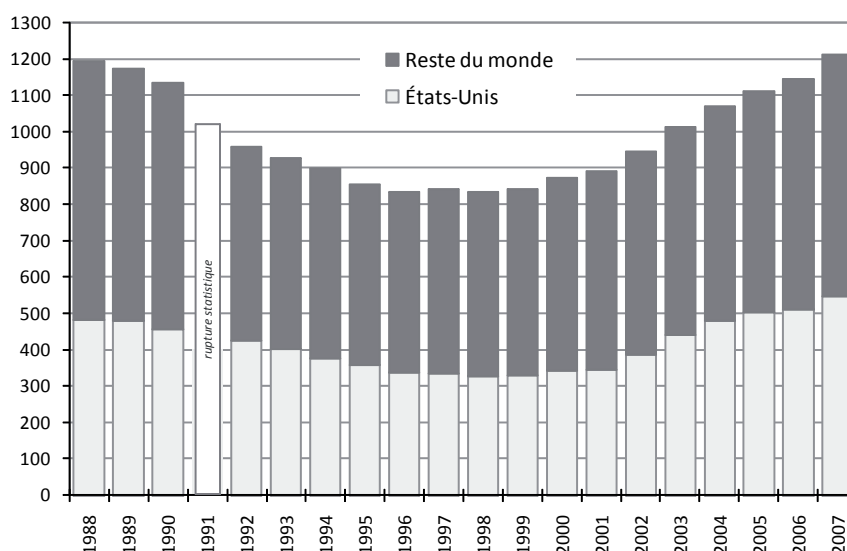
Selon le SIPRI, les dépenses militaires mondiales pour l'année 2007 (graphique 1 et tableau 1)³ sont estimées à 1 339 milliards de dollars, ce qui correspond à 1 214 milliards en dollars aux prix et taux de change de 2005. Ce montant représente une hausse

revenues à un niveau supérieur de 1,6% à celui qu'elles avaient vingt ans plus tôt, en 1988, peu avant la fin de Guerre froide.

2.2. Analyse régionale

Nous avons observé les variations des dépenses militaires par régions et par pays en prenant pour référence l'année 1998, c'est-à-dire l'année au cours de laquelle les dépenses militaires sont estimées à leur point le plus bas de ces vingt dernières années.

Graphique 1. Dépenses militaires mondiales : les États-Unis et le reste du Monde
de 1988 à 2007 (en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2005)



Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_database1.html

de 6% en termes réels par rapport à 2006, mais de 45% sur la décennie 1998-2007. Les dépenses militaires mondiales pour l'année 2007 correspondent à 2,45% de la production mondiale et à environ 198 dollars par habitant.

Évaluées à 1 195 milliards en 1988 (aux prix et taux de change de 2005), les dépenses militaires mondiales ont chuté régulièrement jusqu'en 1998, année où elles s'établissaient à 834 milliards de dollars, c'est-à-dire le niveau le plus bas de la période 1988-2007. Après une très forte baisse, les dépenses militaires mondiales de 2007 sont donc

La période 1998-2007 enregistre d'importantes variations selon les pays. La tendance est toutefois à un accroissement général des dépenses militaires dans toutes les régions du monde⁴ (tableau 1).

4. Nous suivons la classification régionale du SIPRI (<http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_regions.html>), c'est à dire :

(1) **Afrique** = **Afrique du Nord** [Algérie, Libye, Maroc, Tunisie] + **Afrique Subsaharienne** [Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, République d'Afrique centrale, Tchad, Congo (RDC), Congo (Rép.), Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe].

(2) **Amérique** = **Amérique du Nord** [Canada, USA] + **Amérique centrale** [Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala,

3. Tous les tableaux sont réunis en fin de document. Leur liste figure en page 14. Le détail et les sources de toutes les données rassemblées par le GRIP peuvent être obtenus sur simple demande.

Tableau 1. Dépenses militaires mondiales, par régions, 1998-2007
en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	% variation 1998-2007
Monde	834,0	843,0	875,0	892,0	947,0	1 013,0	1 071,0	1 113,0	1 145,0	1 214,0	45,6%
Afrique	11,1	11,9	12,3	13,5	14,3	14,1	15,8	16,0	15,8	16,8	51,4%
Afrique du Nord	4,3	4,0	4,1	5,2	5,2	5,4	5,9	6,2	6,0	6,6	53,5%
Afrique sub-saharienne	6,8	7,9	8,3	8,4	9,1	8,7	9,9	9,8	9,7	10,1	48,5%
Amérique	367,0	367,0	382,0	388,0	431,0	481,0	522,0	548,0	559,0	598,0	62,9%
Amérique du Nord	340,0	341,0	354,0	357,0	399,0	453,0	493,0	518,0	542,0	562,0	65,3%
Amérique Centrale	3,6	3,7	3,9	3,8	3,6	3,6	3,4	3,4	3,6	4,0	11,1%
Amérique du Sud	23,3	22,1	23,9	26,7	27,5	24,6	25,8	28,1	30,1	32,0	37,3%
Caraïbes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Asie et Océanie	132,0	136,0	139,0	146,0	153,0	160,0	166,0	176,0	186,0	200,0	51,5%
Asie Centrale	0,6	0,5	..	0,6	..	0,8	..	..	..	..	..
Asie de l'Est	100,0	101,0	104,0	110,0	116,0	122,0	127,0	132,0	140,0	152,0	52,0%
Asie du Sud	19,6	21,9	22,8	23,5	23,6	24,2	25,0	28,2	29,7	30,7	56,6%
Océanie	11,4	11,9	11,8	12,2	12,7	13,2	13,8	14,3	15,1	16,4	43,9%
Europe	276,0	280,0	287,0	288,0	295,0	302,0	306,0	306,0	311,0	319,0	15,6%
Europe Centrale	15,1	14,7	14,8	15,5	15,8	16,2	16,3	16,8	17,1	18,0	19,2%
Europe Orientale	15,6	15,9	21,4	23,3	25,8	27,6	28,9	32,0	35,6	40,8	161,5%
Europe de l'Ouest	245,0	250,0	251,0	249,0	253,0	258,0	261,0	257,0	258,0	261,0	6,5%
Moyen Orient	48,8	48,1	54,3	56,7	54,3	56,0	60,3	67,2	73,9	79,0	61,9%

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_wnr_table.html >

Amérique

Si nous découpons le monde en cinq régions – Afrique, Amérique, Asie et Océanie, Europe, et le Moyen-Orient (tableau 1 et graphique 2) – on

Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama] + **Amérique du Sud** [Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela] + **Caraïbes** [Bahamas, Barbade, Cuba, République dominicaine, Haïti, Jamaïque, Trinidad et Tobago].

(3) **Asie et Océanie** = **Asie centrale** [Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan] + **Asie de l'Est** [Brunei, Cambodge, Chine, Indonésie, Japon, Corée du Nord, Corée du Sud, Laos, Malaysia, Mongolie, Myanmar (Birmanie), Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam] + **Asie du Sud** [Afghanistan, Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka] + **Océanie** [Australie, Fidji, Nouvelle-Zélande, Papouasie Nouvelle Guinée].

(4) **Europe** = **Europe centrale et orientale** [Albanie, Bosnie Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Tchécoslovaquie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Pologne, Roumanie, Serbie et Monténégro, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie] + **Europe centrale et orientale** [Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine, URSS/Russie] + **Europe occidentale** [Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, Royaume-Uni].

(5) **Moyen-Orient** = [Bahreïn, Égypte, Iran, Irak, Israël, Jordan, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Syrie, Émirats arabes unis, Yémen].

observe que c'est sur le continent américain que la hausse des dépenses militaires a été la plus forte depuis 1998 : +62,9%.

Cette hausse s'explique essentiellement par l'accroissement des dépenses de l'Amérique du Nord (+65,3% entre 1998 et 2007), et singulièrement celles des États-Unis, en hausse de +66,4% depuis 1998, principalement en raison des dépenses massives engagées depuis 2001 pour les opérations militaires en Irak et en Afghanistan, au nom de la « guerre totale contre le terrorisme » (GWOT, *Global War On Terror*) de George W. Bush. Les États-Unis sont la principale explication à la hausse massive des dépenses militaires mondiales, dont ils représentent à eux seuls 45% du total. Après une décennie de réduction, pendant la période 1987-1998, et après une hausse modérée au cours du second mandat du président Clinton de 1998 à 2001, les attentats du 11 septembre 2001 ont permis de justifier les hausses budgétaires massives qui étaient attendues depuis plusieurs années par les marchés financiers et les groupes de production d'armements.

En Amérique du Sud, les dépenses militaires ont augmenté en moyenne de +37,3% entre 1998 et

2007, en raison des hausses importantes survenues dans les trois principales puissances militaires de la région : par ordre d'importance, le Brésil (15,3 milliards de dollars pour les dépenses militaires en 2007, en hausse de +29,5% depuis 1998), la Colombie (5,3 milliards, +64,3%) et le Chili (4,8 milliards, +77,3%). Tous ces pays justifient leurs dépenses par une nécessité de modernisation de leurs équipements mais il est clair, en particulier dans le cas du Brésil, que ces dépenses sont aussi motivées par une volonté de soutenir les industries locales de l'armement.

D'autres pays – Bolivie, Colombie et Venezuela notamment – arguent de la perception d'une menace plus importante. Bien que les dépenses militaires du Venezuela et de l'Équateur soient toujours nettement inférieures à celles de leurs voisins – respectivement 2 et 1,2 milliards de dollars en 2007 – leur croissance est préoccupante : respectivement +59,8 et +73,8%. Le gouvernement du président Hugo Chavez invoque le risque d'une agression des États-Unis et a acquis d'importantes quantités de matériel russe afin de réduire sa dépendance à l'égard des équipements américains (notamment des avions de combat SU-30 et des licences de production de fusils AK-47 Kalachnikov, selon le SIPRI).

Autre puissance importante de la région, l'Argentine a par contre réduit ses dépenses militaires de –15% au cours de la période 1998-2007, tandis que le Pérou les a augmentées de +18,3%. L'Uruguay, la Bolivie et le Paraguay, trois pays dont les dépenses militaires sont inférieures à 250 millions de dollars, ont tous réduit leurs dépenses militaires dans des proportions importantes : respectivement –11,1%, –9% et –16,5%.

En Amérique centrale, l'accroissement des dépenses militaires est modéré : +11,1% depuis 1998. Deux pays – le Mexique et le Nicaragua – ont connu une forte hausse de leurs dépenses au cours de la période : respectivement +19,9 et +23,3%. Le Mexique est toutefois, de loin, la seule puissance militaire de la région, avec 3,7 milliards de dépenses militaires. Celles du Nicaragua s'établissent à 35,4 millions de dollars seulement. Deux autres pays les ont significativement réduites : le Guatemala (–19,9%, 149 millions) et le Salvador (–10,3%, 105 millions). Le Costa Rica et Panama n'ont pas de forces armées. Les données sont incomplètes pour les deux derniers pays de la région – Belize

et Honduras – mais leurs dépenses militaires sont nettement inférieures à 100 millions de dollars.

Moyen-Orient

La hausse des dépenses militaires est également extrêmement importante au Moyen-Orient : +61,9% entre 1998 et 2007. Le plus grand contributeur au total régional est l'Arabie saoudite avec des dépenses militaires de 33,8 milliards de dollars en 2007, soit une hausse de +64,7% par rapport à 1998. Suivent, par ordre d'importance, les dépenses militaires israéliennes (12,2 milliards, soit une augmentation de +36,2% depuis 1998), et celles de l'Iran qui accusent une hausse remarquable de +187,9% depuis 1998 et s'établissent désormais à 6,6 milliards de dollars en 2007. Tous les autres pays de la région ont également accusé des hausses importantes et supérieures à +20% depuis 1998.

Asie et Océanie

L'Asie et l'Océanie affichent une hausse moyenne de leurs dépenses militaires de +51,5% au cours de la décennie 1998-2007. Le Compendium 2008 mentionnait une hausse très importante en Asie centrale (+83,3%), alors qu'aucune estimation n'a été risquée dans l'édition de cette année tant les données sont parcellaires et lacunaires. En effet, les données du SIPRI relatives aux dépenses militaires sont incomplètes pour trois des cinq pays qui composent cette zone géographique. Il est impossible de présenter une estimation fiable pour le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, les seules données disponibles pour la région concernant le Kazakhstan et le Kirghizstan.

La hausse moyenne est de +56,6% pour l'Asie du Sud. Le Népal enregistre une hausse spectaculaire de +149,53% depuis 1998. Toutefois, malgré cette forte progression décennale, les dépenses militaires népalaises s'établissent à 132 millions de dollars en 2007, c'est-à-dire une somme insignifiante dans le total régional dominé par l'Inde et le Pakistan. L'Inde est très largement en tête des dépenses militaires de la région : plus de 24 milliards de dollars en 2007, soit une hausse de +64,3% depuis 1998. Le Pakistan voisin a augmenté ses dépenses militaires de +37,7% depuis 1998 (4,5 milliards en 2007). Malgré une valeur absolue modeste (181 millions en 2007), il faut également relever la forte hausse récente des dépenses militaires de l'Afghanistan : +52% par rapport à 2007. Les

données incomplètes ne permettent cependant pas d'évaluer la croissance décennale des dépenses militaires de ce pays.

L'Asie de l'Est (+ 52% en moyenne depuis 1998) est très largement dominée par deux pays : la Chine et le Japon. Les dépenses militaires japonaises s'élèvent à 43,6 milliards en 2007, un montant remarquablement stable depuis plus de dix ans puisque leur croissance est de seulement +0,35% depuis 1998. Bien que ne dépassant toujours pas 1% du PIB, et même en légère décroissance depuis 2003, l'importance des dépenses militaires du Japon en valeur absolue et l'efficacité de son industrie de l'armement sont de nature à préoccuper ses voisins. L'une des priorités budgétaires du Japon est le développement et le déploiement d'un système de défense anti-missile qui bénéficie de moyens importants.

La hausse moyenne des dépenses militaires en Asie de l'Est serait encore plus importante si la stabilité des dépenses militaires japonaises ne contribuait pas à compenser la progression spectaculaire des dépenses militaires de la Chine. Évaluées par le SIPRI à 58,3 milliards en 2007, les dépenses militaires chinoises ont augmenté de +202,3% depuis 1998 et dépassent désormais celles du Japon en valeur. Plusieurs raisons peuvent bien entendu expliquer cette hausse très importante, notamment d'importants programmes d'acquisition d'équipement. Mais une explication pourrait aussi résider dans la nécessité de maintenir les salaires des militaires à un niveau comparable aux salaires dans l'industrie et les services civils, eux-mêmes en forte croissance dans la conjoncture économique actuelle de la Chine. La masse salariale serait donc fort probablement un facteur important de la hausse des dépenses militaires chinoises. En valeur, les dépenses militaires restent également élevées en Corée du Sud, troisième puissance militaire de la région (22,6 milliards en 2007, soit +40,3% depuis 1998) en raison des tensions persistantes avec la Corée du Nord, pays pour lequel aucune estimation n'est par contre possible. En termes de croissance, il faut également souligner l'évolution importante des dépenses militaires indonésiennes (4,2 milliards en 2007, +100,1% depuis 1998) et malaysiennes (3,5 milliards, +153,1%).

L'Océanie est dominée par les dépenses militaires de l'Australie, en hausse de +48,7% depuis 1998 et évaluées à 15,1 milliards de dollars en 2007.

Afrique

Le continent africain se caractérise également par une forte progression globale : +51,4% au cours de la période 1998-2007, tant en Afrique du Nord (+53,5%) que dans les pays sub-sahariens (+48,5%). En Afrique du Nord, la hausse est attribuable essentiellement à l'Algérie (+97%) qui est aussi la première puissance militaire de la région (3,5 milliards en 2007). Elle est plus modeste au Maroc (+23,1% depuis 1998, et deuxième contributeur aux dépenses militaires de la région avec 2,1 milliards en 2007) ainsi qu'en Libye (0,5 milliards en 2007, +24,5% depuis 1998). Selon le SIPRI, les données de la Tunisie ne sont pas disponibles pour 2007, mais les dépenses militaires de ce pays sont inférieures à 500 millions de dollars. La hausse des dépenses militaires algériennes est imputable à une volonté de modernisation des équipements militaires pour laquelle la Russie et l'Ukraine sont les principaux contributeurs.

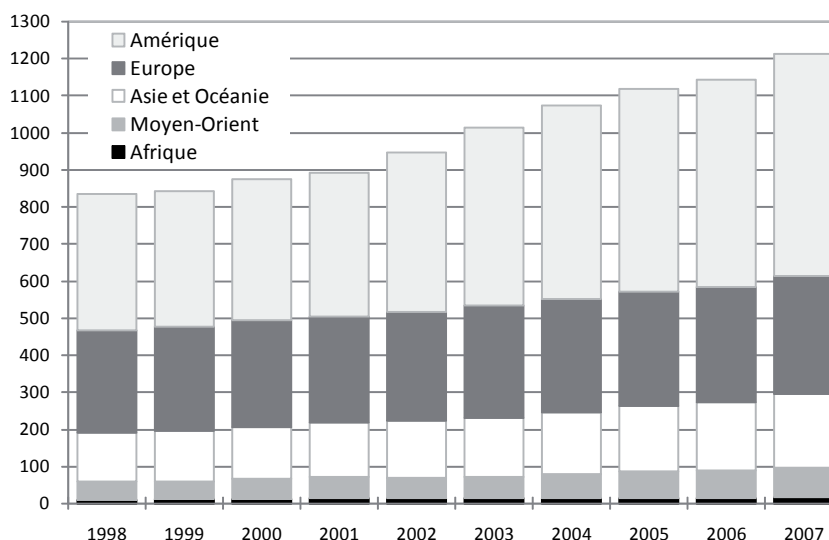
Pour environ la moitié des pays d'Afrique subsaharienne, les statistiques ne sont pas suffisantes pour évaluer la croissance des dépenses militaires au cours de la période 1998-2007. Mais même pour les pays présentant une série statistique complète, son interprétation doit rester prudente.

La croissance moyenne de +48,5% pour l'Afrique subsaharienne est biaisée par le calcul relatif à la République démocratique du Congo (RDC). Le SIPRI évalue les dépenses militaires de la RDC à 135 millions de dollars en 2007, comparés à seulement 18,4 millions en 1998. Ceci conduit mécaniquement le SIPRI à calculer une hausse de +633,7% entre 1998 et 2007. La valeur de 1998 introduit cependant un biais important dans la série statistique de la RDC, qui indique un montant de 61,1 millions pour l'année précédente (1997) et de 67 millions pour l'année suivante (1999). Si la croissance des dépenses militaires avait été mesurée par rapport à l'année 1997 ou 1999 plutôt que 1998, la conclusion aurait été que les dépenses militaires de la RDC avaient simplement doublé ce qui, malgré l'embargo des Nations unies sur les armes, est compréhensible dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité et du rééquipement de la nouvelle armée congolaise.

Les bases de données du SIPRI révèlent également une croissance des dépenses militaires supérieures à +100% depuis 1998 au Burkina Faso, au Ghana, au Malawi, au Mali, en Namibie et au

Graphique 2. Dépenses militaires mondiales, par régions, 1998-2007

en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2005



Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_wnr_table.html >

Tchad. Ces hausses sont préoccupantes, moins en raison des capacités militaires qu'elles impliquent que pour les effets d'éviction qu'elles peuvent avoir sur les autres formes de dépenses publiques (santé, éducation). En effet, si les dépenses militaires représentent à peine 0,6% du PIB au Ghana ou au Nigéria, leur poids est tout de même de 3,1% du PIB en Namibie, 2,2% au Mali, et supérieur à 1,5% au Malawi et au Sénégal.

Europe

Sur l'ensemble du continent européen, la hausse moyenne des dépenses militaires est de +15,6% depuis 1998, mais cette augmentation est très inégalement répartie selon les régions. En Europe de l'Ouest, les dépenses militaires ont progressé de +6,5% au cours de la période 1998-2007. Bien que modeste, la hausse des dix dernières années indique clairement que la phase de déclin important des dépenses militaires qui avait suivi la fin de Guerre froide est terminée.

Entre 1998 et 2007, la hausse moyenne est de +19,2% pour l'Europe centrale, dominée par l'augmentation très importante des dépenses militaires de la Lettonie (+594%), de l'Estonie (+284%), la Lituanie (+117%) et de l'Albanie (+182%). La hausse moyenne est de 161,5% pour l'ensemble des pays d'Europe orientale et s'explique princi-

palement par la Russie (35,4 milliards en 2007, soit une hausse de +160,9% par rapport à 1998). Les dépenses militaires des autres pays d'Europe orientale, bien que nettement inférieures en valeur absolue (voire dérisoires en comparaison de celles de la Russie), indiquent également des augmentations spectaculaires. Dans le Caucase, les dépenses militaires de la Géorgie ont plus que décuplé (592 millions de dollars, soit +1 045% depuis 1998) et celles de l'Azerbaïdjan indiquent une croissance de +554% (667 millions en 2007). Deuxième puissance militaire de la région, l'Ukraine a augmenté ses dépenses militaires de +114% depuis 1998 (3,3 milliards en 2007).

Le classement des pays européens en trois zones, tel qu'il a été établi par le SIPRI, est cependant discutable en ce sens qu'il mélange logique politique et logique géographique. La Turquie, pays européen le plus oriental, est ainsi reprise parmi les pays d'Europe de l'Ouest. De même, le SIPRI classe la Finlande parmi les pays d'Europe de l'Ouest, tandis que les trois républiques baltes – Estonie, Lettonie et Lituanie – sont associées à l'Europe centrale, ainsi que la Bulgarie et la Roumanie, pourtant tous membres de l'Union européenne.

Le tableau de l'annexe 1 est consacré uniquement à l'évolution des dépenses militaires des 27 pays actuellement membres de l'Union européenne,

entre 1998 et 2007. Il inclut également les trois pays candidats ainsi que les États-Unis à des fins de comparaison. Si nous observons le groupe des 27 pays qui composent l'Union européenne aujourd'hui, on constate que leurs dépenses militaires agrégées ont progressé de +7,4% depuis 1998. Seuls 6 pays – Allemagne, Belgique, Chypre, Danemark, Malte et Suède – ont en 2007 des dépenses militaires inférieures à leur niveau de 1998 (toujours en dollars constants aux prix de 2005). La diminution la plus importante concerne Chypre (–45,8%). Les dépenses militaires de la Belgique ont diminué de –6,9% entre 1998 et 2007.

Les plus fortes hausses concernent les trois républiques baltes déjà citées – Estonie, Lettonie et Lituanie –, dont les dépenses militaires ont subi une augmentation extrêmement importante : respectivement +284,3%, +594% et +117,5% depuis 1998. Ces hausses s'expliquent par l'ampleur et la rapidité des programmes de modernisation vers les standards occidentaux. La plupart des anciens pays du pacte de Varsovie enregistrent des hausses importantes de leur budget militaire pour les mêmes raisons.

En ce qui concerne les trois pays candidats, les dépenses militaires de Macédoine ont augmenté de +38,6% tandis que celle de Croatie et de Turquie sont à la baisse : 875 millions, –54% pour la Croatie, et 11 milliards, en baisse de –25,6% pour la Turquie. Il faut toutefois souligner que la diminution pour la Turquie au cours de la période 1998-2007 fait suite à une phase de croissance importante tout au long de la décennie précédente (+126,6% entre 1988 et 1999).

En 2007, les 27 pays de l'Union européenne, forts d'une population de 497 millions d'habitants, totalisaient plus de 257,3 milliards de dollars (aux prix de 2005) pour leurs dépenses militaires (voir le tableau de l'annexe 2). Ce montant représente 21,6% des dépenses militaires mondiales. Calculées en euros aux prix courants de 2007 à partir des budgets militaires exprimés en devises nationales, les dépenses militaires des 27 pays membres représentaient 217,2 milliards d'euros en 2007, soit 1,76% du PIB de l'UE. La dépense militaire par habitant européen peut ainsi être estimée à 436,6 euros en 2007.

Pour mémoire, les États-Unis comptent 304 millions d'habitants. En euros (sur la base du taux de change moyen en 2007 de 1,37 dollars pour 1 euro),

leur dépenses militaires s'élèvent à 398,4 milliards d'euros), soit 3,95% de leur PIB et environ 1 313 euros par habitant. L'Union européenne dépense donc 1,8 fois moins pour ses capacités militaires que les États-Unis, alors que sa population est 1,6 fois plus importante.

2.3. Les États les plus dépensiers en 2007

Aux prix courants, les dépenses militaires mondiales pour l'année 2007 sont évaluées à 1 214 milliards de dollars aux prix et taux de change de 2005, ou 1 339 milliards en dollars de 2007. En nous basant sur les estimations du Fonds monétaire international (FMI) pour le PIB mondial⁵ et sur celles des Nations unies pour la population mondiale⁶, nous pouvons déduire que cette somme correspond à 2,45% du produit intérieur brut réel mondial (PIB) de l'année 2007 et constitue une dépense annuelle moyenne d'environ 198 dollars par habitant⁷. La part du PIB mondial consacrée aux dépenses militaires est en augmentation d'environ 0,1% par an depuis l'année 2001.

Les dépenses militaires sont très inégalement distribuées dans le monde. Les 32 pays classés comme pays à revenu élevé par la Banque mondiale représentent 75% des dépenses militaires mondiales, alors qu'ils ne comptent que 16% de la population mondiale. Les 58 pays les plus pauvres, où vivent 41% de la population mondiale, ne représentent que 4% des dépenses militaires mondiales.

Le tableau 2 donne le classement des 15 pays les plus dépensiers en termes de dépenses militaires selon deux méthodes : la colonne de gauche classe les pays selon leurs dépenses militaires converties en dollars de 2005 au taux de change du marché ; la colonne de droite classe ces mêmes pays selon leurs dépenses militaires converties en parité de

5. Le FMI estime le PIB mondial pour 2007 à 54 585 milliards de dollars. Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale – Turbulences financières, ralentissements et redressements*, octobre 2008, p. 285, URL < <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2008/02/pdf/textf.pdf> >.

6. Les Nations unies estiment la population mondiale au 1^{er} janvier 2008 à 6 749,7 millions d'habitants. Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), *État de la population mondiale 2008*, p. 90, URL

< <http://www.unfpa.org/swp/2008/presskit/docs/fr-swp08-report.pdf> >

7. En dollars de 2007, soit environ 180 dollars par habitant aux prix et taux de change de 2005, comme indiqué dans le tableau 3.

pouvoir d'achat (PPA)⁸. La concentration des dépenses militaires est très importante : les États-Unis représentent à eux seuls quelque 45% du total mondial. Ils sont suivis du Royaume-Uni (4,9%), de la Chine (4,8%), de la France (4,4%) et du Japon (3,6% du total), ces cinq premiers pays totalisant ensemble 62,7% du total mondial. Les 15 premiers pays les plus dispendieux pour leur défense totalisent ensemble 83% du total mondial.

Le classement est sensiblement différent si l'on effectue le même classement après avoir converti les dépenses militaires en parité de pouvoir d'achat : les États-Unis conservent une première place incontestable, mais ils sont suivis dans ce cas par la Chine, la Russie, l'Inde et le Royaume-Uni.

En ce qui concerne les dépenses militaires par habitant, on trouve au bas de ce Top 15 l'Inde, avec des dépenses militaires de 20,4 dollars par habitant, et à l'autre extrême les États-Unis qui ont dépensé militairement 1 798 dollars par habitant en 2007. L'Arabie saoudite est le seul autre pays à dépenser plus de 1 000 dollars par an et par habitant (1 336 dollars).

Les dépenses militaires de la Russie ont progressé de +160,9% entre 1998 et 2007. Cette hausse spectaculaire doit cependant être relativisée. Selon le SIPRI, les dépenses militaires de la Fédération de Russie s'établissaient à 13,6 milliards de dollars en 1998, et sont estimées à de 35,4 milliards en 2007 (aux prix et taux de change de 2005). Toutefois, cette estimation pour 2007 ne représente finalement que 16% de la valeur estimée des dépenses militaires de l'URSS en 1988, à la fin de la Guerre froide. Une autre comparaison nous indique que, au taux du marché, ces 34,7 milliards de dépenses militaires russes ne représentent finalement que 6,5% des dépenses militaires américaines. Même si la comparaison est effectuée en parité de pouvoir d'achat, les dépenses militaires russes ne représentent toujours que 14,4% des dépenses militaires des États-Unis en 2007 (tableau 2).

8. **Parité de pouvoir d'achat (PPA)** : Taux de change destiné à neutraliser les différences de prix entre pays, afin de permettre les comparaisons internationales de la production et du revenu en termes réels. Avec un dollar exprimé en parité de pouvoir d'achat dans un pays donné, il est possible de se procurer la même quantité de biens et de services que s'il s'agissait d'un dollar des États-Unis dans le cadre de l'économie de ce pays.

Tableau 2. Les dépenses militaires des 15 pays les plus dépensiers en 2007

Taux de change du marché							Taux de change à PPA		
Rang	Pays	Dépenses militaires (milliards USD)	Population (millions)	Dépenses militaires par habitant (USD)	Part du total mondial (%)		Rang	Pays	Dépenses militaires (milliards USD)
					Dépenses militaires	Population			
1	Etats-Unis	546,8	304,1	1 798,3	45,0	4,5	1	Etats-Unis	546,8
2	Royaume Uni	59,2	61,2	967,5	4,9	0,9	2	Chine	<u>140,0</u>
3	Chine	<u>58,3</u>	1 336,3	<u>43,6</u>	<u>4,8</u>	19,8	3	Russie	<u>78,8</u>
4	France	53,6	63,8	840,7	4,4	0,9	4	Inde	72,7
5	Japon	43,6	127,9	340,9	3,6	1,9	5	Royaume Uni	54,7
Sous-total top 5		761,5	1 893,2		62,7	28,0	Sous-total top 5		893,0
6	Allemagne	36,9	82,2	448,8	3,0	1,2	6	Arabie Saoudite	52,8
7	Russie	<u>35,4</u>	141,8	<u>249,6</u>	<u>2,9</u>	2,1	7	France	47,9
8	Arabie Saoudite	33,8	25,3	1 336,0	2,8	0,4	8	Japon	37,0
9	Italie	33,1	59,6	555,2	2,7	0,9	9	Allemagne	33,0
10	Inde	24,2	1 186,2	20,4	2,0	17,6	10	Italie	29,6
Sous-total top 10		924,9	3 388,3		76,2	50,2	Sous-total top 10		1 093,3
11	Corée du Sud	22,6	48,4	466,9	1,9	0,7	11	Corée du Sud	29,4
12	Brésil	15,3	194,2	78,8	1,3	2,9	12	Brésil	26,7
13	Canada	15,2	33,2	457,8	1,3	0,5	13	Iran	22,1
14	Australie	15,1	21,0	719,0	1,2	0,3	14	Turquie	16,5
15	Espagne	14,6	45,3	322,4	1,2	0,7	15	Taiwan	15,8
Sous-total top 15		1 007,7	3 730,4		83,0	55,3	Sous-total top 15		1 203,8
Monde		1 214,0	6 749,7	179,9	100,0	100,0	..		

Source : SIPRI Yearbook 2008 (adapté), UNFPA, Eurostat, US Census Bureau

3. La production d'armement dans le monde

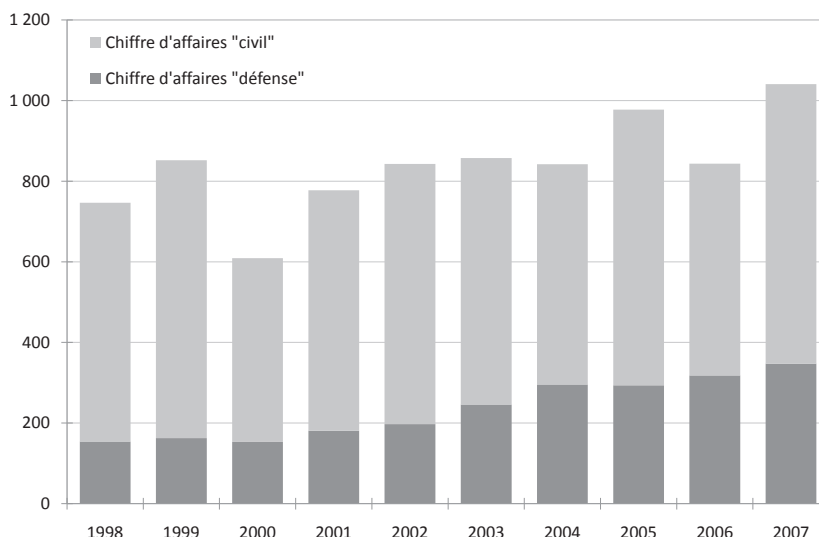
3.1. Un Top 100 dominé par les États-Unis

Les 100 principales entreprises productrices d'armement dans le monde ont totalisé un chiffre d'affaires réalisé dans la l'armement de 347,4 milliards de dollars en 2007, soit une hausse de +8,4% par rapport au chiffre d'affaires global de 2006. Ce Top 100 de l'année 2007 comptait 45 firmes

américaines, 23 firmes de l'Union européenne, et 32 firmes établies dans le reste du monde (y compris les pays européens non membres de l'UE). La liste complète des entreprises du Top 100 pour 2007 est proposée à l'annexe 3. L'ensemble des données pour la période 1998 à 2007 est également disponible dans la rubrique « Banque de données » sur le site internet du GRIP.

Certaines firmes sont actives quasi exclusivement sur les marchés militaires (notamment les plus importantes d'entre-elles, telle que Lockheed Martin qui réalise 92% de son chiffre d'affaires

Graphique 3. Chiffre d'affaires cumulé, « civil » et « défense » des 100 principaux producteurs d'armements dans le monde en milliards de dollars courants



Source : GRIP, sur la base de *Defense News*

Tableau 3. Les 10 principales firmes de production d'armement en 2007
chiffre d'affaires en millions de dollars

Rang en 2007	Entreprise	Pays	CA Défense	CA Total	Défense en % du Total	Rang en 2006
1	Lockheed Martin	US	38 513,0	41 862,0	92,0	1
2	Boeing	US	32 080,0	66 387,0	48,0	2
3	BAE Systems	UK	29 800,0	31 400,0	95,0	3
4	Northrop Grumman	US	24 597,0	32 018,0	77,0	4
5	General Dynamics	US	21 520,0	27 240,0	79,0	6
6	Raytheon (1)	US	19 800,0	21 300,0	93,0	5
7	EADS	NL	12 239,2	57 600,0	21,3	7
8	L-3 Communications	US	11 239,7	13 960,5	81,0	8
9	Finmeccanica	I	10 601,6	19 778,9	53,6	9
10	United Technologies	US	8 761,4	54 759,0	16,0	10

Source : GRIP, sur la base de *Defense News*

dans l'armement), tandis que d'autres sont plus largement diversifiées. En moyenne, 33,4% du chiffre d'affaires global du Top 100 était dépendant des marchés de l'armement en 2007. Ce taux de dépendance du chiffre d'affaires à l'égard de l'armement est en croissance depuis 1998, année où il s'établissait à 20,6% (graphique 3).

L'évolution du Top 100 des firmes de l'armement se caractérise par un processus de concentration très important et par une forte domination des groupes américains. Les 10 premières firmes du Top 100 (tableau 3) ont généré en 2007 un chiffre d'affaires « armement » qui représentait 60% du chiffre d'affaires « armement » global du Top 100. Sept des dix principaux producteurs mondiaux sont américains.

Les cinq premiers groupes américains – les « Big Five » : Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, General Dynamics et Raytheon – ont totalisé un chiffre d'affaires « armement » de 136,5 milliards en 2007, ce qui représente 39,2% du Top 100.

3.2. La poursuite des fusions et acquisitions

Le mouvement des fusions et acquisitions amorcé au milieu des années 1990 s'est poursuivi à un rythme soutenu : 53 nouvelles opérations de fusions et acquisitions ont été enregistrées dans l'industrie de l'armement aux États-Unis ou dans l'UE au cours de l'année 2007. Sur la période 1992-2007, l'ensemble des opérations de fusions-acquisitions dans le secteur de l'armement ont atteint un montant d'au moins 162 milliards

de dollars selon le SIPRI. Dans la mesure où le montant de la transaction n'est pas connu pour bon nombre d'opérations de fusion-acquisition de moindre envergure, il est certain que ce chiffre est bien en-dessous de la réalité.

Ce processus de concentration, tant verticale qu'horizontale, a conduit à une forte réduction du nombre de contractants par type d'équipement et à la formation de groupes qui, dès la fin des années 1990, se sont de fait retrouvés en position de monopole sur des segments importants de la production d'armes.

Parmi les fusions-acquisitions transatlantiques les plus significatives, on notera l'acquisition du groupe américain Armor Holdings (qui venait lui-même d'acquérir l'américain Stewart & Stevenson pour 755 millions de dollars) par le britannique BAE Systems pour 4,5 milliards de dollars le 31 juillet 2007.

Plus récemment, en octobre 2008, l'italien Finmeccanica annonçait la finalisation du rachat de l'américain DRS Technologies pour 5,2 milliards de dollars. Peu avant, en 2006, DRS Technologies avait mis la main sur Engineered Support Systems pour 1,88 milliards.

Aux États-Unis, il est intéressant de noter le retour en force dans l'armement du groupe ITT Corporation qui a annoncé, le 17 septembre 2007, l'acquisition de l'électronicien d'armement EDO Corporation pour 1,7 milliards de dollars. « We believe this is an excellent strategic fit and offers shareholders tremendous value », a déclaré à cette occasion James M. Smith, Chief Executive Officer de EDO Corporation, confirmant une fois encore la priorité donnée à la satisfaction des actionnaires.

4. Transferts internationaux d'armements conventionnels

4.1. Tendances générales

L'indicateur de tendance établi par le SIPRI évalue les transferts d'armes internationaux à 24,2 milliards de dollars en 2007 (au prix et taux de change de 1990), soit une hausse de 44,5% depuis le minimum enregistré en 2002 pour la décennie écoulée.

Hormis un creux observable au début des années 1960, les transferts internationaux d'armements ont connu une hausse continue jusqu'en 1982, qui constitue un sommet historique à 45 milliards de dollars (au prix et taux de change de 1990). Elles ont ensuite diminué de moitié au cours de la période 1983-1995, qui sera suivie d'une recrudescence modérée jusqu'en 1997. Cette évolution du milieu des années 1990 est attribuable surtout aux importantes livraisons d'armements effectuées par les États-Unis aux pays de la coalition engagée dans le premier conflit du golfe Persique en 1990-1991,

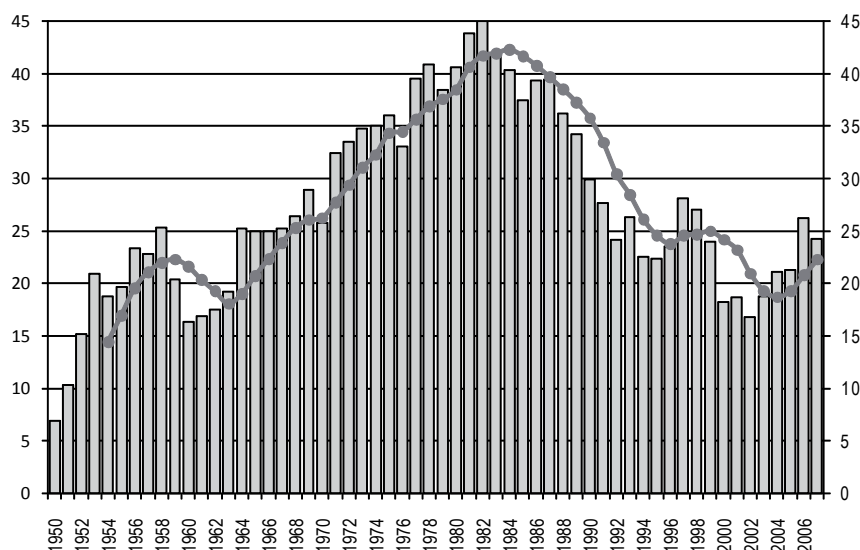
suivies d'un rééquipement important des pays du Golfe les années suivantes, ainsi qu'à une demande soutenue pour une modernisation de l'armement en Asie de l'Est et plus tard en Amérique du Sud. Les transferts d'armements conventionnels ont ensuite recommencé à décroître dès 1998, jusqu'à atteindre leur niveau le plus bas en 2002, selon le SIPRI.

L'indicateur de tendance de longue période basé sur des moyennes mobiles établies sur des périodes de cinq ans indique un point d'inflexion très net en 2004, qui pourrait être le signe d'une nouvelle phase haussière : la moyenne quinquennale de la période 2003-2007 est de 19,2% supérieure à la moyenne de la période 2000-2004 (graphique 4).

Le graphique 4 illustre l'évolution des transferts d'armements conventionnels depuis 1950. Bien qu'en hausse, la dernière moyenne quinquennale ne représente toujours qu'un peu plus de 50% du niveau constaté au début des années 1980. L'année 2007 est comparable au niveau observé il y a cinquante ans, en 1958. Il faut cependant garder à l'esprit que les avancées de ces vingt dernières en matière de contrôles des exportations d'armes

Graphique 4. Tendance des transferts internationaux d'armements conventionnels, 1950-2007

indicateur de tendance (TIV), en milliards de dollars, aux prix de 1990



Note : L'histogramme représente les totaux annuels, en milliards de dollars, aux prix de 1990. La courbe représente un indicateur de tendance (*Trend Indicator Value*, TIV) basé sur des moyennes mobiles de cinq ans : la moyenne est pointée à l'année correspondant à la dernière année de la période de cinq ans (exemple : l'abscisse 1980 correspond à la moyenne de la période 1976-1980, l'abscisse 2007 correspond à la moyenne 2003-2007).

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, URL < <http://armstrade.sipri.org/> >

Tableau 4. Les 10 plus grands exportateurs et importateurs d'armements conventionnels, totaux de la décennie 1998-2007

en milliards de dollars US, aux prix et taux de change de 1990

Offre mondiale (1998-2007)			Demande mondiale (1998-2007)		
	216,26			216,26	
1 États-Unis	79,64	36,8%	1 Chine	23,18	10,7%
2 Russie	49,63	22,9%	2 Inde	14,27	6,6%
3 France	18,28	8,5%	3 Grèce	11,54	5,3%
4 Allemagne	17,72	8,2%	4 Corée du Sud	10,67	4,9%
5 Royaume Uni	10,35	4,8%	5 Émirats Arabes Unis	9,33	4,3%
6 Pays-Bas	5,70	2,6%	6 Turquie	9,27	4,3%
7 Italie	4,35	2,0%	7 Taiwan	8,95	4,1%
8 Ukraine	4,33	2,0%	8 Israël	7,66	3,5%
9 Suède	4,11	1,9%	9 Égypte	7,23	3,3%
10 Chine	4,05	1,9%	10 Australie	6,90	3,2%
Part des 10 plus grands exportateurs			Part des 10 plus grands importateurs		
91,6%			50,4%		

Source : SIPRI Arms Transfers Database, URL < <http://armstrade.sipri.org/> >

–renforcement des législations nationales, Registre des armes conventionnelles des Nations unies en 1992, Arrangement de Wassenaar en 1993, Code de conduite de l'Union européenne en 1998, etc. – ont permis d'accroître considérablement la fiabilité des informations disponibles. En revanche, plus on remonte dans le temps, plus les données doivent être maniées avec précaution et réserve.

4.2. Principaux importateurs et exportateurs

L'essentiel du marché des armements conventionnels se partage entre un nombre très restreint d'acteurs, tant du côté de l'offre que du côté de la demande (tableau 4). Si nous prenons en compte la somme des exportations effectuées au cours de la décennie 1998-2007, nous constatons que 10 pays fournisseurs se partagent plus de 91,6% du marché. Les deux premiers exportateurs dominent à eux seuls près de 60% des transferts : ce sont les États-Unis (36,8%), et la Russie (22,9%). Les huit suivants ont des parts de marché inférieures à 10%. Ce sont, dans l'ordre, la France (8,5%), l'Allemagne (8,2%), le Royaume-Uni (4,8%), les Pays-Bas (2,6%), l'Italie (2,0%), l'Ukraine (2,0%), la Suède (1,9%) et la Chine (1,9%).

Cette concentration est aussi vérifiable du côté de la demande, quoique de façon moins aiguë. Les

10 premiers importateurs absorbent 50,4% du total des transferts d'armements conventionnels au cours de la décennie 1998-2007. La Chine est en tête, avec 10,7% des importations mondiales. Elle est suivie, dans l'ordre, par l'Inde (6,6%), la Grèce (5,3%), la Corée du Sud (4,9%), les Émirats Arabes Unis (4,3%), la Turquie (4,3%), Taiwan (4,1%), Israël (3,5%), l'Égypte (3,3%), et l'Australie (3,2%).

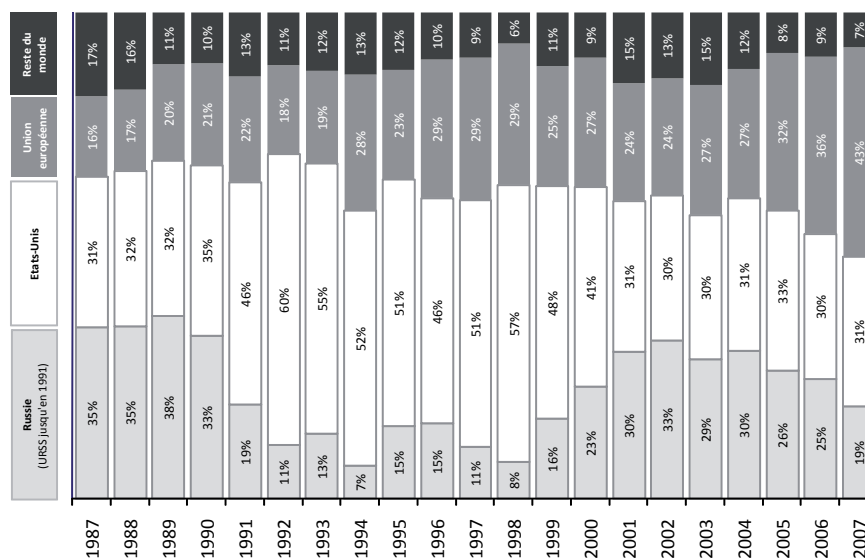
L'annexe 4 donne une ventilation détaillée des ventes totales des 10 principaux exportateurs vers les 50 principaux importateurs pour la période 1998-2007 ; cette présentation couvre environ 92% des transferts mondiaux. Une présentation détaillée par année des 50 principaux exportateurs et importateurs d'armements conventionnels pour la période 1998-2007 est également reprise dans les annexes 5 et 6. Rappelons qu'il s'agit d'indicateurs de tendance (TIV, *Trend Indicator Value*) établis par le SIPRI, en millions de dollars US, aux prix et taux de change de 1990.

Le graphique 5 illustre la répartition du commerce mondial des armements conventionnels entre les trois principaux acteurs : l'Union européenne, la Russie et les États-Unis.

Union européenne

L'évolution très marquée de la part de marché de l'Union européenne appelle quelques commentaires. Le graphique 5 a été élaboré en faisant

Graphique 5. Transferts internationaux d'armements conventionnels Union européenne, États-Unis et Russie, en % du total mondial, 1987-2007



Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, URL < <http://armstrade.sipri.org/> >

varier le contenu de la série « Union européenne » au gré de la construction européenne. A l'abscisse 1987, l'Union européenne comprend 12 pays seulement : Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni. A l'abscisse 1995 s'ajoutent la Finlande et la Suède, et ainsi de suite jusqu'aux 27 pays qui constituent l'Union européenne en 2007.

L'élargissement de l'Union européenne est donc une première explication à la croissance de la part de l'UE dans le commerce des armes mondial, part qui a progressé de 16% en 1987 à 43% en 2007. S'il est bien compréhensible que l'intégration de nouveaux membres disposant d'une importante base industrielle de production d'armement, notamment la Pologne et la République tchèque, a sensiblement renforcé la position de l'Union européenne sur le marché mondial des armements, il ne s'agit cependant pas de la seule explication.

En effet, les transferts d'armes des pays de l'UE étant toujours régis par les législations nationales, et donc soumis à un régime national de licences, une partie importante des transferts attribués à l'UE ne traduit pas des exportations de l'UE vers le reste du monde, mais bien des transferts intra-communautaires, c'est-à-dire entre pays de

l'UE. Selon le dixième rapport annuel du groupe COARM de l'UE, établi en application du point 8 du dispositif du Code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements⁹, 39,3% de la valeur des licences européennes d'exportations d'armements accordées et 37,6% des livraisons effectives de l'année 2007 concernaient en réalité des transferts intra-communautaires¹⁰. Déduction faite de ces transferts intra-communautaires, on peut estimer que les transferts européens nets vers le reste du monde ont tout de même représenté environ 27% du total mondial en 2007, c'est-à-dire presque autant que les États-Unis mais nettement plus que la Russie.

Les transferts de l'UE ont toujours comporté une part importante de transferts intracommunautaires, y compris dans les années 1980 lorsque la part globale de l'UE avoisinait seulement les 20% du total mondial. Les explications que nous venons de donner ne doivent donc pas cacher une réalité qui soulève un certain nombre de questions : dé-

9. Le 8 décembre 2008, le Conseil de l'Union européenne a transformé ce Code de conduite en une « Position commune », le rendant ainsi juridiquement contraignant pour les 27 États membres.

10. Disponible sur le site du GRIP : < http://www.grip.org/research/bd/trf/rap_gov_be/2007COARM10fr.pdf >

duction faite des transferts intracommunautaires, la part de l'Union européenne dans le commerce mondial des armements est en progrès significatif et continu. En d'autres termes, il semble qu'en dépit de la sévérité du Code de conduite européen en matière d'exportations d'armes, et malgré des législations nationales toujours plus contraignantes, l'Union européenne parvienne à consolider, voire renforcer, sa position globale sur le marché de l'armement.

Russie

Au coude à coude pendant plusieurs années avec les États-Unis, la Russie compte pour seulement 19% du total des transferts internationaux d'armements conventionnels réalisés en 2007, soit une part nettement inférieure à l'année précédente (25% en 2007). L'industrie russe de l'armement reste très largement tributaire des exportations, sans lesquelles sa viabilité est improbable. Les autorités ont indiqué à plusieurs reprises leur intention de réduire cette dépendance excessive à l'égard des marchés extérieurs par d'importants programmes d'acquisition pour les forces armées russes (notamment, plus 1 000 nouveaux avions entre 2007 et 2015), mais la réalisation effective de ces programmes reste en question. La Russie n'a jamais dissimulé sa volonté de retrouver le rang qu'elle occupait à l'époque soviétique, mais accroître sa part de marché sera un défi difficile à relever. Les officiels russes admettent en effet que les matériels vendus aujourd'hui sont le fruit de développements datant des années 1970-1980 et que, faute d'investissements suffisants en recherche et développement, la Russie n'est plus capable d'offrir des matériels technologiquement compétitifs. La qualité des matériels russes est nettement en dessous des standards occidentaux et, à moins d'une amélioration de la qualité, la position russe pourrait continuer à se dégrader face aux compétiteurs occidentaux, comme semblent le confirmer les dernières données disponibles.

La Chine et l'Inde restent toujours, de loin, les principaux marchés pour l'armement russe (annexe 4), représentant respectivement 43,2% et 20,6% des exportations russes d'armements au cours de la période 1998-2007. La Chine et l'Inde manifestent cependant clairement leur intention de devenir autosuffisants en matière de production de systèmes d'armement, soit en acquérant des composants ou

de sous-systèmes de hautes technologies dans le but de les copier (cas de la Chine), soit par la mise en œuvre de programmes communs indo-russes dans le cas de l'Inde. Cette très forte dépendance à l'égard de deux pays (qui représentent ensemble plus de 65% des ventes russes), conduit la Russie à une recherche active de nouveaux clients, parmi lesquels l'Algérie (au troisième rang des importateurs de matériel russe, avec 4% du total) et le Venezuela se sont détachés ces derniers mois. Le Venezuela a placé d'importantes commandes en 2006 et 2007. Il est le cinquième principal client de la Russie pour la période 1998-2007, après l'Iran, mais avant le Yémen et le Vietnam.

Rappelons qu'en janvier 2007, le président Vladimir Poutine a institué par décret l'agence gouvernementale *Rosoboronexport* comme unique agence compétente pour l'exportation de systèmes d'armes, ôtant ainsi à quatre grands groupes industriels le droit de contracter directement. Officiellement destinée à éviter la concurrence entre firmes russes pour les marchés extérieurs, la mesure a surtout pour objectif de procurer de nouvelles recettes à l'État russe dans la mesure où les firmes rémunèrent *Rosoboronexport* pour les services rendus à hauteur de 5 à 15% de la valeur des contrats.

Le décret du président Poutine prévoit aussi que les profits de *Rosoboronexport* doivent être réinvestis dans les programmes de recherche et développement, ce qui accroît encore davantage le contrôle étatique sur les programmes de R&D. Ces récentes décisions politiques et commerciales, ainsi qu'une posture ignorant totalement les pressions américaines, révèlent de la part de la Russie une attitude de plus en plus agressive pour gagner de nouveaux marchés à l'exportation et diversifier sa clientèle.

États-Unis

Les États-Unis sont à l'origine de 31% des transferts d'armements conventionnels en 2007, une part stable sur la période 2003-2007. La principale destination des armes américaines est le Moyen-Orient (32% de leur total) qui est, par ailleurs, le réceptacle du quart de l'ensemble des transferts mondiaux d'armements conventionnels depuis les années 1950. Viennent ensuite l'Asie (31% du total américain), et l'Europe (27%, toujours pour la période 2003-2007).

Les cinq principaux clients des États-Unis au cours de la décennie écoulée (1998-2007) sont, dans l'ordre, la Corée du Sud, Taiwan, Israël, le Japon et l'Égypte (respectivement 9,9 – 8,7 – 8,2 – 7,5 et 6,7% du total des exportations US). Les États-Unis ont une « clientèle » très diversifiée qui a l'avantage de n'être dominée par aucun pays en particulier. Le premier importateur pour la période 1998-2007 ne représente en effet même pas 10% du total des exportations américaines. Inversement, la dépendance de certains pays envers leur fournisseur américain est généralement très élevée et s'établit à respectivement 73,9 – 77,3 – 85,6 – 94,5 et 74,1% pour les cinq principaux importateurs de matériel américain cités ci-dessus.

4.3. Les transferts vers les pays les plus pauvres

Les éditions précédentes du *Compendium* illustraient la part des pays en développement dans les importations d'armements conventionnels en se basant sur les données des rapports publiés annuellement par le service de recherche et d'analyse du Congrès des États-Unis : le *Congressional Research Service* (CRS)¹¹. Selon le CRS, près de 70% des livraisons totales d'armements conventionnels ont été acheminées vers les pays en développement au cours de la décennie écoulée.

Le CRS adopte une définition très large et discutable de ce que sont les « pays en développement ». Pour le CRS, les pays en développement correspondent en effet au monde entier, à l'exception des États-Unis, de la Russie, de l'Union européenne, du Canada, du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Cette définition a pour

conséquence que certains acteurs importants du commerce des armes, en tant que producteurs, importateurs ou exportateurs, sont rangés parmi les pays en développement malgré qu'il s'agisse en réalité d'économies dont le développement est élevé, tels qu'Israël, le Brésil, la Chine ou l'Arabie saoudite à titre d'exemple. Les données du CRS sont donc peu pertinentes pour illustrer les flux d'armements conventionnels entre les économies les plus faibles et les pays les plus riches de la planète, ces derniers étant généralement les principaux producteurs et exportateurs.

Nous avons tenté, cette année, de mieux rendre compte de cette réalité en procédant à une ventilation des importations selon l'indicateur de développement humain (IDH) défini par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). L'IDH est établi en calculant la moyenne des indicateurs de trois dimensions fondamentales du développement humain : l'espérance de vie (résultats relatifs d'un pays s'agissant de l'espérance de vie à la naissance), l'éducation (mesure des résultats relatifs d'un pays en matière d'alphabétisation et de scolarisation) et le revenu par habitant (mesure du PIB par personne, en dollars et à parité de pouvoir d'achat). Trois groupes de pays ont été constitués par les Nations unies sur la base de cet indicateur : un premier groupe de 22 pays dont le développement humain est le plus faible (IDH inférieur à 0,500), un second groupe de 85 pays dont le développement humain est moyen (IDH entre 0,500 et 0,799), et enfin un groupe de 70 pays dont le développement est le plus élevé (IDH au moins égal à 0,800)¹².

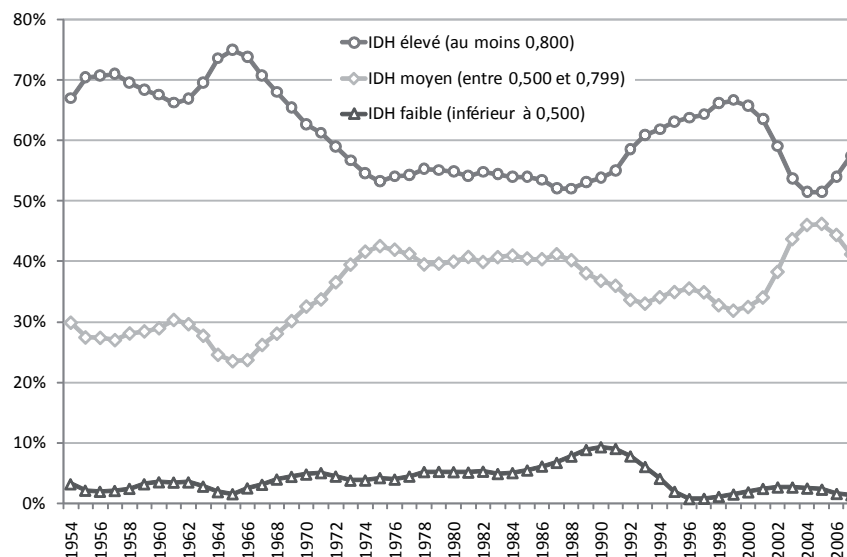
Le graphique 6 représente les parts des trois groupes de pays en pourcentage du total mondial des transferts d'armes. Le graphique est construit sur la base de moyennes mobiles quinquennales afin de lisser les fluctuations annuelles (l'abscisse 2007 correspond donc à la moyenne des années 2003-

11. En 1914, le Congrès des États-Unis créa le *Legislative Reference Service* afin de se doter de son propre service d'analyse et de recherche, indépendant et non partisan, sur toutes les questions législatives. Renommé *Congressional Research Service* en 1970, le CRS est au sein de la bibliothèque du Congrès des États-Unis, une agence travaillant exclusivement et directement pour les membres du Congrès. Il n'a donc pas pour mission de diffuser l'entièreté de ses travaux et il appartient aux membres du Congrès de décider des rapports qui seront rendus publics. Le *Center for Democracy & Technology*, une organisation non gouvernementale, a pour cette raison mis en place le projet Open CRS (<<http://www.openers.com>>) dont l'objectif est de faciliter l'accès du public aux travaux du CRS et d'inviter le Congrès à davantage de transparence. La plupart des rapports du CRS sont désormais disponibles sur le site de Open CRS. Chaque année, dans le courant du troisième trimestre, le CRS publie de rapport de Richard F. Grimmett intitulé *Conventional Arms Transfers to Developing Nations*.

12. Les 22 pays dont le développement humain est le plus faible sont : Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Congo (RDC), Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Malawi, Mali, Myanmar, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Zambie. Pour la liste complète des pays constituant chacun de ces trois groupes, voir *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008, La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) <<http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2007-2008/chapters/french>>

Graphique 6. Distribution des importations mondiales d'armements, en fonction de l'indicateur de développement humain (IDH), de 1954 à 2007

en % du total mondial des transferts d'armements



Source : GRIP, sur la base des données du SIPRI et du PNUD

2007, l'abscisse 2006 correspond à la moyenne des années 2002-2006, et ainsi de suite).

L'allure de ce graphique nous conduit à reconsidérer les conclusions de nos précédentes analyses (*Compendium 2008* et antérieurs).

Le groupe des 22 pays les plus pauvres de la planète (IDH faible) a importé une proportion non négligeable du commerce mondial des armements conventionnels, et en croissance quasi continue, pendant toute la période de la Guerre froide. Leurs importations ont culminé en 1990 (moyenne 1986-1990) avec une part des transferts mondiaux évaluée à 9,3% du total. La tendance s'est toutefois radicalement inversée dès 1990. En effet, la part des pays à IDH faible a été ramenée à 0,72% en 1996 (moyenne 1992-1996). Leur proportion a connu un léger regain au début du siècle (2,65% en 2002), avant de se tasser à nouveau légèrement pour la dernière période (1,37% pour 2003-2007).

La tendance est différente pour le groupe des 85 pays dont le développement est considéré comme moyen. Leur proportion dans le total mondial était également élevée pendant la Guerre froide puisqu'ils importaient environ 40% du total mondial des transferts d'armes. Leur part s'est ensuite réduite jusqu'à environ 32% au seuil du 21^e siècle. Cependant, on observe ensuite un sensible retour

à la hausse ponctué par un record de 46,2% pour la période 2001-2005. La période 2002-2007 se clôture en léger repli, à 41,2% du total. Cinq des dix principaux importateurs identifiés dans le tableau 5 font partie de ce groupe de pays à IDH moyen : Chine, Inde, Turquie, Israël, Égypte.

Aussi faibles soient-elles, les importations d'armements continuent certainement à peser lourdement sur les capacités de développement de certains pays parmi les plus pauvres. Mais la situation s'est incontestablement fortement améliorée depuis le milieu des années 1990, vraisemblablement grâce au renforcement des instruments internationaux et régionaux de maîtrise et de contrôle des armements. Environ 60% du commerce mondial des armes consistent donc en des échanges entre les pays les plus riches de la planète, qui sont également les principaux producteurs.

5. Valeur financière du commerce mondial des armements

Dans ses remarques méthodologiques, le SIPRI souligne que les indicateurs de tendance (TIV) n'ont pas été conçus pour mesurer le commerce des armes en termes monétaires et économiques. Selon le SIPRI, les pays qui produisent avec régularité des rapports officiels sur leurs transferts d'armes représentent plus de 90% de l'ensemble du commerce

Les données sont ensuite converties en années calendrier, et en dollars aux prix et taux de change de 2006, avant d'être additionnées pour conduire à un total mondial. Selon ces calculs, le SIPRI estime la valeur financière du commerce mondial des armements à 45,6 milliards de dollars pour l'année 2006, ce qui représente environ 0,31% des échanges commerciaux mondiaux de biens et services, estimés à 14 759 milliards de dollars en 2006 selon le Fonds monétaire international¹³. Cette proportion était supérieure à 0,6% des expor-

Graphique 7. Valeur financière du commerce international des armements conventionnels, 1998-2006

en milliards de dollars aux prix de 2006



Source : GRIP sur la base du SIPRI (< http://www.sipri.org/contents/armstrad/at_gov_ind_data.html >)

des armes. L'estimation de la valeur financière du commerce mondial des armements établie par le SIPRI consiste en l'addition des chiffres contenus dans les rapports nationaux officiels disponibles, pour autant que les pays concernés aient publié un rapport pour au moins cinq des neuf années de la période considérée, et seulement si le total annuel rapporté par le pays est supérieur à 5 millions de dollars. Il arrive que certains pays publient plusieurs rapports, tous « officiels » mais basés sur des sources ou une approche différentes : tantôt les chiffres du commerce extérieur, tantôt les données relatives aux licences accordées par les ministères compétents, ou encore les déclarations des entreprises. Dans ce cas, le SIPRI retient le total le plus bas.

tations mondiales de biens et services en 1998 et n'a cessé de décroître au cours des huit dernières années. Malgré leur tendance à la hausse depuis 2001 selon le SIPRI, les exportations d'armements représentent une part décroissante des échanges mondiaux.

13. Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale – Turbulences financières, ralentissements et redressements*, octobre 2008, p. 301, URL < <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2008/02/pdf/textf.pdf> >.

Annexes

Annexe 1. Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis, 1998-2007 en millions de dollars, aux prix et taux de change de 2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	% variation 1998-2007
Union européenne (UE)											
1 Allemagne	40 993	41 822	41 147	40 474	40 604	40 044	38 816	38 060	37 133	36 929	-9,9%
2 Autriche	2 751	2 807	2 875	2 678	2 631	2 740	2 745	2 686	2 580	3 168	15,2%
3 Belgique	4 722	4 783	4 783	4 573	4 434	4 482	4 389	4 229	4 197	4 398	-6,9%
4 Bulgarie	478	542	559	619	624	637	622	641	663	631	32,0%
5 Chypre	441	273	291	344	235	228	237	234	239	239	-45,8%
6 Danemark	3 697	3 675	3 555	3 776	3 730	3 619	3 640	3 468	3 792	3 666	-0,8%
7 Espagne	10 419	10 691	11 074	11 216	11 485	11 375	11 741	11 826	13 825	14 628	40,4%
8 Estonie	86	106	126	147	175	202	213	229	251	329	284,3%
9 Finlande	2 434	2 120	2 234	2 129	2 171	2 521	2 673	2 744	2 793	2 677	10,0%
10 France	50 345	50 787	50 205	50 036	51 064	52 615	54 059	52 917	53 199	53 579	6,4%
11 Grèce	7 876	8 245	8 701	8 508	8 350	7 097	7 765	8 480	8 824	9 346	18,7%
12 Hongrie	1 217	1 401	1 507	1 662	1 621	1 742	1 612	1 596	1 340	1 255	3,1%
13 Irlande	1 050	1 086	1 115	1 210	1 162	1 113	1 130	1 145	1 135	1 152	9,7%
14 Italie	30 763	31 969	34 102	33 543	34 459	34 739	34 853	33 531	32 445	33 086	7,6%
15 Lettonie	56	73	92	115	188	217	234	272	342	390	594,0%
16 Lituanie	171	147	242	242	264	305	319	308	338	372	117,5%
17 Luxembourg	187	190	194	243	256	267	272	296	319	319	70,6%
18 Malte	39	37	36	39	38	39	42	41	43	38	-0,3%
19 Pays-Bas	9 114	9 557	9 116	9 352	9 344	9 479	9 549	9 568	10 015	9 853	8,1%
20 Pologne	5 089	5 010	4 913	5 270	5 345	5 628	5 947	6 262	6 506	6 973	37,0%
21 Portugal	3 210	3 378	3 479	3 617	3 719	3 636	3 811	3 630	3 660	3 343	4,1%
22 Roumanie	1 879	1 696	1 614	1 693	1 684	1 737	1 868	1 976	2 036	2 303	22,6%
23 Royaume-Uni	47 691	47 542	47 778	48 786	50 963	57 140	60 018	60 003	59 595	59 705	25,2%
24 Slovaquie	744	650	676	761	771	818	760	823	835	925	24,3%
25 Slovénie	392	369	336	412	457	476	505	514	589	602	53,6%
26 Suède	5 954	6 178	6 411	5 993	5 833	5 791	5 450	5 521	5 435	5 272	-11,5%
27 Tchéque, République	1 862	2 019	2 082	2 003	2 140	2 325	2 231	2 439	2 253	2 144	15,1%
TOTAL UE	233 659	237 154	239 243	239 441	243 747	251 012	255 501	253 439	254 382	257 322	10,1%
Pays candidats											
28 A.R.Y. de Macédoine	101	89	102	325	142	129	136	127	121	140	38,6%
29 Croatie	1 901	1 490	1 050	963	1 042	857	738	727	793	875	-54,0%
30 Turquie	14 865	16 414	15 885	14 562	13 752	12 286	10 973	10 301	11 080	11 066	-25,6%
Etats-Unis (US)	328 611	329 421	342 172	344 932	387 303	440 813	480 451	503 353	511 187	546 786	66,4%
Monde (M)	834 000	843 000	875 000	892 000	947 000	1 013 000	1 071 000	1 113 000	1 145 000	1 214 000	45,6%
Reste du monde [M-(UE+US)]	271 730	276 425	293 585	307 627	315 950	321 175	335 048	356 208	379 431	409 892	50,8%

Souligné = estimation

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_database1.html >

Annexe 2. Population, PIB et dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis en 2007

en millions de dollars, aux prix et taux de change de 2005

	Population	PIB en 2007	Devise nationale		Taux de change moyen en 2007	Dépenses militaires en 2007		
	au 1 ^{er} janv. 2008 (1 ^{er} jul. 2008 pour les États-Unis)	aux prix du marché, en millions d'euros, prix courants			1 euro =	en millions devise nationale prix courants	en millions d'euros prix courants	en % du PIB de 2007
UE27								
1 Allemagne	82 217 837	2 422 900	euro	€	1,00	30 739	30 739	1,27%
2 Autriche	8 331 930	270 837	euro	€	1,00	2 629	2 629	0,97%
3 Belgique	10 666 866	334 917	euro	€	1,00	3 650	3 650	1,09%
4 Bulgarie	7 640 238	28 899	nouveau lev	bgn	1,96	1 132	579	2,00%
5 Chypre	789 258	15 667	livre cypriote	cyp	0,58	<u>114</u>	196	1,25%
6 Danemark	5 475 791	226 544	couron. dan.	dkk	7,45	22 727	3 050	1,35%
7 Espagne	45 283 259	1 050 595	euro	€	1,00	12 432	12 432	1,18%
8 Estonie	1 340 935	15 270	couron. est.	EEK	15,65	4 568	292	1,91%
9 Finlande	5 300 484	179 734	euro	€	1,00	2 235	2 235	1,24%
10 France	63 753 140	1 892 244	euro	€	1,00	44 283	44 283	2,34%
11 Grèce	11 213 785	228 180	euro	€	1,00	<u>7 934</u>	7 934	3,48%
12 Hongrie	10 045 401	101 131	forint hongrois	huf	251,35	279 953	1 114	1,10%
13 Irlande	4 401 335	190 603	euro	€	1,00	1 006	1 006	0,53%
14 Italie	59 619 290	1 535 540	euro	€	1,00	27 572	27 572	1,80%
15 Lettonie	2 270 894	19 936	lats letton	lvi	0,70	254	363	1,82%
16 Lituanie	3 366 357	28 423	litas lituanien	ltl	3,45	1 121	325	1,14%
17 Luxembourg	483 799	36 278	euro	€	1,00	<u>268</u>	268	0,74%
18 Malte	410 290	5 447	lire maltaise	mtl	0,43	14	32	0,58%
19 Pays-Bas	16 405 399	567 066	euro	€	1,00	8 133	8 133	1,43%
20 Pologne	38 115 641	308 638	nouv. zloty pol.	pln	3,78	23 254	6 146	1,99%
21 Portugal	10 617 575	163 119	euro	€	1,00	2 832	2 832	1,74%
22 Roumanie	21 528 627	123 847	leu roumain	ron	3,33	7 397	2 219	1,79%
23 Royaume-Uni	61 185 981	2 049 008	pounds	gbp	0,68	35 188	51 419	2,51%
24 Slovaquie	5 400 998	54 857	couron. slov.	skk	33,78	30 697	909	1,66%
25 Slovénie	2 025 866	34 471	euro	€	1,00	510	510	1,48%
26 Suède	9 182 927	330 964	couron. suéd.	sek	9,25	40 595	4 389	1,33%
27 Tchéquie Rép.	10 381 130	127 143	couron. tch.	czk	27,77	53 906	1 941	1,53%
Total UE27	497 455 033	12 342 257					217 196	1,76%
CANDIDATS								
28 A.R.Y. de Macédoine	2 045 177	5 608	denar	mkd	<u>61,17</u>	7 272	119	2,12%
29 Croatie	4 436 401	37 489	kuna	hrk	<u>7,32</u>	5 433	742	1,98%
30 Turquie	70 586 256	478 674	nouv. lire turq.	try	1,79	17 736	9 913	2,07%
Total candidats	77 067 834	521 771					10 774	2,06%
-- États-Unis	304 059 724	10 074 790	dollars	usd	1,37	546 018	398 408	3,95%

Source : GRIP, sur la base de Eurostat, US Census et SIPRI

Annexe 3. Les 100 principaux producteurs d'armement dans le monde en 2007

chiffre d'affaires en millions de dollars

Rang en 2007	Entreprise	Dirigeants	Pays	CA Défense	CA Total	Défense en % du Total	Rang en 2006
1	Lockheed Martin	Robert Stevens, Chairman, President and CEO	US	38 513,0	41 862,0	92,0	1
2	Boeing	Jim McNerney, Chairman, President and CEO	US	32 080,0	66 387,0	48,0	2
3	BAE Systems	Mike Turner, CEO**	UK	29 800,0	31 400,0	95,0	3
4	Northrop Grumman	Ronald Sugar, Chairman and CEO	US	24 597,0	32 018,0	77,0	4
5	General Dynamics	Nicholas Chabreja, Chairman and CEO	US	21 520,0	27 240,0	79,0	6
6	Raytheon (1)	William Swanson, Chairman and CEO	US	19 800,0	21 300,0	93,0	5
7	EADS	Louis Gallois, CEO	NL	12 239,2	57 600,0	21,3	7
8	L-3 Communications	Michael Strianese, President and CEO	US	11 239,7	13 960,5	81,0	8
9	Finmeccanica	PierFco Guarguaglini, Chairman and CEO	I	10 601,6	19 778,9	53,6	9
10	United Technologies	Louis Chênevert, President and CEO	US	8 761,4	54 759,0	16,0	10
11	Thales	Denis Ranque, Chairman and CEO	F	7 246,4	18 116,1	40,0	11
12	SAIC (2)	Ken Dahlberg, Chairman, President and CEO	US	6 511,0	8 935,0	72,9	13
13	KBR	William Utt, Chairman, President and CEO	US	5 967,0	8 745,0	68,2	12
14	Honeywell	David Cote, Chairman and CEO	US	5 000,0	34 600,0	14,5	15
15	General Electric (3)	Jeffrey Immelt, Chairman and CEO	US	4 500,0	16 800,0	26,8	14
16	Rolls-Royce	Sir John Rose, CEO	UK	4 392,6	14 840,0	29,6	16
17	ITT	Steven Loranger, CEO	US	4 200,0	9 000,0	46,7	17
18	DCNS	Jean-Marie Poimboeuf, Chairman and CEO	F	4 154,9	4 154,9	100,0	18
19	Computer Sciences Corp.	Michael Laphen, CEO	US	3 600,0	14 855,0	24,2	19
20	Saab	Åke Svensson, President and CEO	SE	3 234,7	3 594,1	90,0	23
21	DRS Technologies (4)	Mark Newman, Chairman, President and CEO	US	3 229,5	3 295,4	98,0	21
22	Safran Group	Jean-Paul Herteman, CEO	F	3 156,3	17 678,6	17,9	22
23	Booz Allen Hamilton (4)	Ralph Shrader, Chairman and CEO	US	2 969,0	4 800,0	61,9	24
24	Almaz-Antei (5, 6)	Vladislav Menshikov, Director	RU	2 895,5	3 253,3	89,0	28
25	Mitsubishi Heavy Industries (4, 7)	Hideaki Omiya, President	J	2 777,6	27 165,6	1,0	25
26	ATK (4, 8)	Daniel Murphy, Chairman and CEO	US	2 670,0	4 172,0	64,0	20
27	Rheinmetall	Klaus Eberhardt, CEO	D	2 587,8	5 891,4	43,9	30
28	Dassault Aviation	Charles Edelstenne, Chairman and CEO	F	2 533,1	5 891,4	43,0	35
29	Textron	Lewis Campbell, Chairman, President and CEO	US	2 360,0	13 225,0	17,8	26
30	Rockwell Collins (9)	Clayton Jones, Chairman, President and CEO	US	2 231,0	4 415,0	50,5	27
31	URS (10)	Martin Koffel, Chairman, President and CEO	US	2 173,0	5 383,0	40,4	32
32	QinetiQ	Graham Love, CEO	UK	2 173,0	2 716,3	80,0	36
33	EDS	Ron Rittenmeyer, Chairman, President and CEO	US	1 972,0	22 100,0	8,9	29
34	IL Aerospace Industries	Itzhak Nissan, President and CEO	IL	1 962,0	3 316,0	59,2	33
35	Krauss-Maffei Wegmann	Frank Haun, Chairman and CEO	D	1 914,7	1 914,7	100,0	41
36	Elbit Systems	Joseph Ackerman, President, CEO and Director	IL	1 882,9	1 982,0	95,0	39
37	Aviation Holding Company Sukhoi (5, 6)	Mikhail Pogosyan, Director	RU	1 786,3	1 941,6	92,0	65
38	Babcock International Group (4)	Peter Rogers, CEO	UK	1 697,6	2 943,8	57,7	55
39	Harris	Howard Lance, Chairman, President and CEO	US	1 661,0	4 243,0	39,1	38
40	VT Group	Paul Lester, CEO	UK	1 648,5	2 355,0	70,0	45
41	Hindustan Aeronautics (4)	Ashok Baweja, CEO	India	1 607,0	2 009,0	80,0	34
42	Goodrich	Marshall Larsen, Chairman, President and CEO	US	1 600,0	6 392,0	25,0	37
43	Oshkosh Truck (11)	Robert Bohn, Chairman, President and CEO	US	1 416,5	6 307,3	22,5	44
44	CACI (12)	Paul Cofoni, President and CEO	US	1 393,7	1 938,0	71,9	43
45	Rafael Armament Development Authority	Yedidia Yaari, CEO and President	IL	1 374,1	1 374,1	100,0	49
46	ManTech International	George Pedersen, Chairman and CEO	US	1 351,1	1 448,1	93,3	48
47	Irkut (5, 6)	Oleg Demchenko, Director	RU	1 233,1	1 257,8	98,0	67
48	Cobham	Allan Cook, CEO	UK	1 206,8	2 117,2	57,0	46
49	ST Engineering	Tan Pheng Hock, President and CEO	Sing	1 153,0	3 493,8	33,0	54
50	Tactical Missiles (5, 6)	Boris Obnosov, Director	RU	1 099,0	1 156,9	95,0	61

Annexe 3. (suite)

Rang en 2007	Entreprise	Dirigeants	Pays	CA Défense	CA Total	Défense en % du Total	Rang en 2006
51	Kawasaki Heavy Industries (4, 7)	Tadaharu Ohashi, President	J	990,0	16 517,5	6,0	47
52	Battelle (11)	Carl Kohrt, President and CEO	US	988,0	4 180,0	23,6	56
53	Diehl Stiftung	Thomas Diehl, President and CEO	D	972,1	3 343,4	29,1	52
54	Indra Sistemas	Javier Monzon, CEO	India	932,3	3 192,6	29,2	7
55	GKN Group (11)	Kevin Smith, CEO	UK	882,9	7 677,5	11,5	40
56	Force Protection	Michael Moody, Chairman, President and CEO	US	875,0	875,0	100,0	NR
57	Nexter	Luc Vigneron, Chairman and CEO	F	864,6	864,6	100,0	51
58	Bharat Electronics (4)	V.V.R. Sastry, Chairman and Managing Director	India	848,0	1 060,0	80,0	58
59	Mitsubishi Electric (4, 7)	Setsuhiro Shimomura, President	J	815,1	34 347,7	2,4	50
60	Bechtel Group (13)	Riley Bechtel, Chairman and CEO	US	776,8	27 000,0	2,9	44
61	Patria	Oy Jorma Wiitakorpi, CEO	FIN	752,6	836,6	90,0	66
62	RU's Helicopters (5, 6)	Yuri Ivanov, Director	RU	723,9	723,9	100,0	74
63	The Aerospace Corp.	Wanda Austin, President and CEO	US	700,7	789,6	88,7	63
64	Meggitt	Terry Twigger, CEO	UK	666,4	1 753,6	38,0	82
65	Teledyne Technologies	Robert Mehrabian, Chairman, President and CEO	US	664,5	1 622,3	41,0	70
66	AAI	Ellen Lords, Senior Vice President and General	US	663,0	663,0	100,0	72
67	Alion Science and Technology (11)	Bahman Atefi, CEO	US	655,9	737,6	88,9	86
68	Cubic	Walter Zable, Chairman, President and CEO	US	643,8	889,9	72,3	71
69	Fincantieri	Giuseppe Bono, CEO	I	635,1	3 945,2	16,1	62
70	Ultra Electronics	Douglas Caster, CEO	UK	618,5	824,7	37,5	73
71	Kongsberg Gruppen	Walter Qvam, CEO	NO	614,4	1 536,0	40,0	85
72	Ufa Enginebuilding (5, 6)	Alexander Artyukhov, Director	RU	612,6	644,8	95,0	76
73	IL Military Industries	Avi Felder, Managing Director	IL	610,5	610,5	100,0	84
74	NEC (4, 7)	Kaoru Yano, President	J	608,1	39 159,4	1,6	59
75	CAE (4)	Robert Brown, President and CEO	C	593,1	1 392,2	42,6	83
76	Curtiss-Wright	Martin Benante, Chairman and CEO	US	588,0	1 592,0	36,9	75
77	Jacobs Engineering (11, 13)	Noel Watson, Chairman and CEO	US	583,1	8 473,9	6,9	64
78	Tenix Defence (12, 14)	Greg Hayes, CEO	AUS	551,7	593,3	93,0	69
79	ARINC	John Belcher, Chairman and CEO	US	548,0	1 180,0	46,4	78
80	Aerospace Equipment (5, 6)	Sergei Bodrunov, Director	RU	537,2	854,0	62,9	81
81	KB Priborostroyeniya (5, 6)	Alexander Rybas, Director	RU	513,9	516,5	99,5	91
82	Chemring	David Price, CEO	UK	499,9	526,2	95,0	100
83	Day & Zimmerman	Harold Yoh, CEO	US	491,5	1 980,2	24,8	NR
84	MMPP Salyut (5, 6)	Yuri Yeliseyev, Director	RU	489,1	505,8	96,7	94
85	Toshiba (4, 7)	Atsutoshi Nishida, President and CEO	J	483,4	65 035,5	0,7	92
86	Aselsan	Cengiz Ergeneman, General Manager	T	458,6	471,7	97,2	97
87	Fujitsu (4, 7)	Kuniaki Nozoe, President	J	445,6	48 492,1	0,9	90
88	Ball Aerospace & Technologies	David Taylor, President and CEO	US	432,2	787,8	54,9	88
89	Navistar (15)	Daniel Ustian, Chairman, President and CEO	US	429,0	12 300,0	3,6	NR
90	BearingPoint	Ed Harbach, CEO	US	414,6	3 455,0	12,0	87
91	Hyundai	Rotem Yeo-sung Lee, President and CEO	South Korea	400,9	1 853,6	21,6	93
92	RUAG Holding	Toni Wicki, CEO	CH	400,0	1 300,0	30,8	77
93	Orbital Sciences	David Thompson, Chairman and CEO	US	390,0	1 084,0	36,0	95
94	FLIR	Earl Lewis, President, Chairman and CEO	US	382,0	779,0	49,0	NR
95	AAR	David Storch, Chairman and CEO	US	379,2	1 061,2	35,7	NR
96	Fuji Heavy Industries (4, 7)	Ikuo Mori, President	J	377,0	15 851,2	2,4	NR
97	IHI (4, 7)	Kazuaki Kama, President and CEO	J	322,6	13 615,8	2,4	96
98	ViaSat	Mark Dankberg, Chairman and CEO	US	320,0	575,0	55,7	NR
99	Accenture (16)	William Green, CEO	US	304,2	2 145,3	14,2	NR
100	Komatsu (4, 7)	Kunio Noji, President and CEO	J	283,3	34 347,7	0,8	96
TOTAL				347 406,5	1 040 687,2		

Note : les indices qui suivent certains noms d'entreprises se rapportent à des précisions comptables.

Voir < <http://www.grip.org/fr/siteweb/images/DATA-BASE/ets/top100-2007.pdf> > pour plus de détails.

Annexe 4. Transferts d'armements réalisés par les 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 50 principaux destinataires, somme de la période 1998-2007

indicateur de tendance du SIPRI (TIV), en millions de dollars, aux prix et taux de change de 1990

Exportateurs Importateurs		États-Unis	Russie	France	Allemagne	Royaume Uni	Pays-Bas	Ukraine	Italie	Chine	Suède	Autres	Total
1 Chine		31	21 446	558	138	228		492	13			276	23 182
2 Inde		154	10 251	554	336	492	280	253	72			1 882	14 274
3 Grèce		4 718	1 278	1 389	2 282	244	720	60	305	120		428	11 544
4 Corée du Sud		7 885	326	1 028	851	185	213		16			169	10 673
5 Émirats Arabes Unis		3 339	276	4 940	120	85	259	167	10		8	130	9 334
6 Turquie		4 673		873	2 645	160	111		162	39		607	9 270
7 Taiwan		6 916		1 982	44							9	8 951
8 Israël		6 558		19	1 084							0	7 661
9 Égypte		5 361	957	3	157		161	45		188		360	7 232
10 Australie		2 542		296	1 653	506			330		1 272	305	6 904
11 Japon		5 968		82	14	154			69		28	0	6 315
12 Arabie Saoudite		3 615		1 038	8	706			76			508	5 951
13 Royaume Uni		4 099	2	23	671		404		207		48	217	5 671
14 Pakistan		893	186	1 036	26		9	881	193	1 454	42	274	4 994
15 États-Unis				28	72	1 550		80	135		18	2 270	4 153
16 Singapour		2 464	32	698	58	1			62		249	225	3 789
17 Algérie		149	2 009	16	3	45		401		35		516	3 174
18 Iran			1 952		10			192		913		40	3 107
19 Canada		1 152		24	128	1 240	187		98			244	3 073
20 Espagne		1 058		222	960	263			283		3	77	2 866
21 Chili		378		303	61	472	1 156		61			412	2 843
22 Italie		1 658		76	637	276	15				21	18	2 701
23 Pologne		1 520	88		487		14		134		38	375	2 656
24 Finlande		1 855		22	251		11				338	79	2 556
25 Malaisie		91	497	39	347	838	18		328		27	271	2 456
26 Brésil		366		724	300	116			147		80	485	2 218
27 Pays-Bas		1 537		3	255	40			14		77	73	1 999
28 Allemagne		726		125		143	748		39		63	27	1 871
29 Norvège		548		53	9	78	91		6		214	811	1 810
30 Afrique du Sud		63		102	1 298	264	5		57			17	1 806
31 Venezuela		46	1 310	66	8	4	27		22	41	36	148	1 708
32 Suisse		981		108	56	280					260	6	1 691
33 Yémen		3	1 119	2				151				342	1 617
34 Indonésie		81	273	146	143	291	246	3	7	4	23	335	1 552
35 Jordanie		611		7	19	516	34	40		8		206	1 441
36 Suède		605		14	624		3		31			136	1 413
37 Vietnam			1 177		16			73				64	1 330
38 Roumanie		211	3	11	217	422	199		6			173	1 242
39 Angola			245				12	67				845	1 169
40 Danemark		531		40	194	67	25		13		184	114	1 168
41 Argentine		635	0	60	293		23		14			17	1 042
42 Pérou		134	98	8	24				697			24	985
43 Thaïlande		494		2	136	34	24		137	51	8	94	980
44 Portugal		596		11		47	216		78			2	950
45 Bangladesh		61	353	8	8	45	19		30	274		152	950
46 Rép. Tchèque		150	270			7		2	95		412	7	943
47 Mexique		416	130	7				38	18		36	251	896
48 Colombie		660	42		17				11			161	891
49 Érythrée			779					2	4			84	869
50 Myanmar (Birmanie)			329		1			47	8	419		33	837
Autres		3 109	4 204	1 536	1 058	551	466	1 358	344	568	568	3 794	17 556
Total		79 641	49 632	18 282	17 719	10 350	5 696	4 352	4 332	4 114	4 053	18 093	216 264

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, URL < <http://armstrade.sipri.org> >

Annexe 5. Les 50 principaux exportateurs, 1998-2007

indicateur de tendance du SIPRI (TIV), en millions de dollars, aux prix et taux de change de 1990

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	1998-2007
1 États-Unis	15 376	11 476	7 505	5 801	4 984	5 581	6 616	7 026	7 821	7 454	79 641
2 Russie	2 046	3 924	4 190	5 631	5 458	5 355	6 400	5 576	6 463	4 588	49 632
3 France	3 340	1 788	1 033	1 235	1 342	1 313	2 267	1 688	1 586	2 690	18 282
4 Allemagne	1 754	1 719	1 622	825	910	1 707	1 017	1 879	2 891	3 395	17 719
5 Royaume Uni	1 211	1 129	1 356	1 116	772	624	1 143	871	978	1 151	10 350
6 Pays-Bas	584	318	259	192	243	342	218	611	1 575	1 355	5 696
7 Italie	420	512	192	224	408	311	210	818	694	562	4 352
8 Ukraine	655	760	280	661	244	397	354	308	563	109	4 332
9 Suède	319	372	308	850	125	468	287	536	437	413	4 114
10 Chine	401	299	228	507	561	580	288	271	562	355	4 053
11 Israël	191	124	316	298	365	309	561	280	246	238	2 929
12 Espagne	164	30	46	7	120	158	56	133	825	529	2 067
13 Canada	34	75	109	129	182	276	302	206	210	343	1 866
14 Suisse	43	82	104	102	102	120	217	196	208	211	1 385
15 Belarus	58	476	293	299	56	80	50	24	35		1 372
16 Pologne	1	67	43	70	43	72	43	17	255	135	746
17 Corée du Sud	72		8	165		104	20	32	80	214	695
18 Ouzbékistan					73	340	170	4			587
19 Rép. Tchèque	20	53	78	87	58	64	1	68	38	13	479
20 Belgique	39	39	22	36	34	15	47	171	58	10	472
21 Afrique du Sud	24	17	18	29	16	43	71	24	140	80	461
22 Slovaquie	10	151	92	73	44		79		7		456
23 Bulgarie	39	160	2	4	32	48	16	66	5	7	378
24 Norvège	3	5	3	45	91	83	79	12	14		335
25 Autriche	22	31	21	15	82	3	3	3	62	86	327
26 Turquie	3	35	15	2	23	38	20	51	56	33	276
27 Finlande	23	19	9	12	18	23	21	27	97	24	273
28 Danemark		4	20	1	5	59	173	1	1	5	269
29 Kazakhstan	2	180	16	9			5		12		225
30 Monténégro									126	85	211
31 Pays non identifié	3	2	11	22	30	14	4	61	25	18	189
32 Géorgie		29	22	22	108		7				187
33 Corée du Nord	2	21	13	77	45	13	13				182
34 Australie	3			43	30	40	2	50	4	1	173
35 Libye					11	23	60	45	21	9	169
36 Indonésie		49		16	49		25	8	8		156
37 Brésil	11				26		44	10	32	24	147
38 Singapour	42	10	10		2		66	3			134
39 Koweït	99										99
40 Kirgizstan						92					92
41 Grèce	7	1		2		6	32	13	23		85
42 Hongrie								68		6	74
43 Roumanie	2	19	3			24		2	8	16	74
44 Jordanie							42	17		13	71
45 Inde			16	2	0	4	22	4	14		62
46 Pakistan			3	1	9	9	9	11	9		50
47 Liban					45						45
48 Égypte				38							38
49 Arabie Saoudite								36			36
50 Émirats Arabes Unis							2	25	7	3	36
Autres	4	19	11	31	13	14	27	5	29	35	188
Total	27 026	23 997	18 278	18 677	16 759	18 750	21 089	21 256	26 223	24 210	216 264

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, URL < <http://armstrade.sipri.org> >

Annexe 6. Les 50 principaux importateurs, 1998-2007

indicateur de tendance du SIPRI (TIV), en millions de dollars, aux prix et taux de change de 1990

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	1998-2007
1 Chine	292	1 684	1 874	3 234	2 636	2 068	2 906	3 346	3 719	1 424	23 182
2 Inde	749	1 056	826	924	1 613	2 870	2 331	1 182	1 404	1 318	14 274
3 Grèce	1 681	863	651	700	480	2 226	1 498	540	817	2 089	11 544
4 Corée du Sud	1 404	1 548	1 266	583	336	575	967	661	1 527	1 807	10 673
5 Émirats Arabes Unis	754	414	309	182	208	700	1 436	2 224	2 067	1 040	9 334
6 Turquie	2 464	1 593	1 042	430	887	433	174	984	317	944	9 270
7 Taiwan	4 066	1 725	598	416	299	101	341	794	608	3	8 951
8 Israël	1 370	1 217	364	147	325	292	845	1 108	1 102	891	7 661
9 Égypte	523	509	826	804	827	816	752	736	1 020	418	7 232
10 Australie	523	634	366	1 237	711	864	558	560	765	685	6 904
11 Japon	1 511	1 276	431	499	426	465	412	299	477	519	6 315
12 Arabie Saoudite	2 518	1 226	81	59	550	159	952	148	185	72	5 951
13 Royaume Uni	897	57	808	1 227	713	787	135	16	332	698	5 671
14 Pakistan	703	859	160	397	528	592	385	333	321	715	4 994
15 États-Unis	258	206	268	391	430	501	523	476	514	587	4 153
16 Singapour	740	241	612	210	235	70	384	543	47	707	3 789
17 Algérie	103	411	428	554	233	197	272	152	125	700	3 174
18 Iran	385	325	413	496	320	198	136	86	450	297	3 107
19 Canada	107	199	560	522	389	127	317	110	120	623	3 073
20 Espagne	69	365	332	186	246	110	245	391	537	385	2 866
21 Chili	88	189	177	43	63	175	57	403	1 034	615	2 843
22 Italie	45	20	241	262	168	516	434	136	702	176	2 701
23 Pologne	3	24	159	54	294	376	242	97	424	985	2 656
24 Finlande	567	802	518	10	16	231	76	96	130	110	2 556
25 Malaisie	44	778	40	26	139	137	81	16	646	550	2 456
26 Brésil	244	338	126	529	164	71	118	277	177	175	2 218
27 Pays-Bas	292	320	142	185	317	172	151	119	90	210	1 999
28 Allemagne	157	150	135	152	69	62	254	248	560	85	1 871
29 Norvège	163	191	263	148	92	4	6	4	457	483	1 810
30 Afrique du Sud	2	28	16	23	4	2	2	187	689	855	1 806
31 Venezuela	8	57	89	89	47	13	13	27	477	887	1 708
32 Suisse	448	498	14	56	53	91	175	159	70	126	1 691
33 Yémen	1	54	158	92	592	40	314	308	57		1 617
34 Indonésie	97	185	170	26	67	358	101	27	46	475	1 552
35 Jordanie	271	64	130	159	122	300	203	32	76	83	1 441
36 Suède	344	231	210	171	75	63	48	62	125	85	1 413
37 Vietnam	168	161	5	89	129	32	259	336	152	1	1 330
38 Roumanie	65	29	23	21	24	25	292	553	140	70	1 242
39 Angola	201	392	157	322	58	3	8	26	4		1 169
40 Danemark	138	74	64	146	38	46	216	103	141	201	1 168
41 Argentine	218	347	224	2	16	12	162	4	17	41	1 042
42 Pérou	53	96	24	5	7	22	47	368	193	172	985
43 Thaïlande	62	173	93	121	156	153	117	58	38	9	980
44 Portugal	10	2	2	15		57	43	391	429	2	950
45 Bangladesh		184	205	191	41	9	33	29	240	17	950
46 Rép. Tchèque	0	2	16	65	47	104	7	622	65	15	943
47 Mexique	28	66	227	142	71	9	253	36	53	11	896
48 Colombie	153	41	62	261	164	128	11	10	22	38	891
49 Érythrée	223	29	4	60	2		280	271			869
50 Myanmar (Birmanie)	154	130	3	175	250	71	11	25	20		837
Autres	1 666	1 932	2 368	1 843	1 082	1 315	1 509	1 538	2 494	1 808	17 554
Total	27 026	23 997	18 278	18 677	16 759	18 750	21 089	21 256	26 223	24 210	216 264

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, URL < <http://armstrade.sipri.org> >



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Fondé en 1979 à Bruxelles,
le GRIP est un institut de recherche
indépendant qui étudie les ques-
tions de défense, de sécurité
et de désarmement. Par ses
travaux, le GRIP veut contribuer
à une meilleure compréhension
de ces problématiques dans la
perspective d'une amélioration
de la sécurité internationale en
Europe et dans le monde.

Adresse: rue de la Consolation, 70
B -1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site web: <http://www.grip.org>
(bureaux ouverts du lundi
au vendredi de 8h30 à 13h et
de 13h30 à 17h)

Directeur: Bernard Adam

Coordination: Bernard Adam,
Luc Mampaey, Caroline Pailhe,
Marc Schmitz, Xavier Zeebroek

Recherche: Bernard Adam, Holger
Anders, Georges Berghazan,
Ilhan Berkol, Claudio Gramizzi,
Luc Mampaey, Pierre Martinot,
Caroline Pailhe, Cédric Poitevin,
Federico Santopinto, Pamphile
Sebahara, Marc Schmitz, Xavier
Zeebroek

Secrétariat et administration:
Dominique Debroux, Deyanira
Martinez, Chantal Schamp

Centre de documentation:
Alain Reisenfeld

Édition, relations publiques:
Denys Detandt, Danièle Fayer-
Stern, Sabine Fiévet, Marc
Schmitz

Informatique: Pascal Derycke,
Luc Mampaey

Conseil d'administration:
Bernard Adam (administrateur
délégué), Rik Coolsaet, Laurent
Dumont, Jean-Paul Marthoz,
Carl Vandoorne, Guy Vaerman.

LES PUBLICATIONS DU GRIP

Depuis sa fondation, le GRIP est surtout connu pour son travail d'édition. Au fil du temps, les publications ont changé, tant au niveau du contenu, de la présentation que de la périodicité. Depuis l'automne 1997, elles se présentent sous trois formes :

1. Les Nouvelles du GRIP

Une lettre d'information trimestrielle de 8 pages : regard sur les grands dossiers du moment, nouvelles insolites, aperçu des activités du centre, etc.

Cette lettre est envoyée d'office à tous les **membres du GRIP** en règle de **cotisation** de même qu'aux abonnés aux « Livres du GRIP ».

2. Les Livres du GRIP

Chaque année, le GRIP publie 5 ouvrages en collaboration avec les éditions Complexe, abordant les questions internationales dans les domaines de la géostratégie, de la défense et de la sécurité internationale.

Ces 5 ouvrages font partie de l'abonnement aux « Livres du GRIP » ; ils sont également disponibles en librairie et au GRIP.

3. Les Rapports du GRIP

Cette nouvelle collection (format A4, sans périodicité) valorise des travaux de recherche réalisés pour la plupart au GRIP.

Ces rapports sont envoyés d'office à tous ceux qui souscrivent un abonnement de soutien ; ils peuvent aussi être commandés au GRIP.

Tarifs 2008

	Belgique	Autres Europe	Autres Monde
1. Cotisation <i>Abonnement aux «Nouvelles du GRIP»</i>	15 euros	16 euros	18 euros
2. Les Livres du GRIP <i>Abonnement annuel aux 5 livres¹ et aux «Nouvelles du GRIP»</i>	80 euros	90 euros	95 euros
3. Abonnement complet² <i>Abonnement à toutes les publications (Rapports inclus)</i>	135 euros	150 euros	160 euros
4. Abonnement de soutien	250 euros	250 euros	250 euros

1. L'abonnement couvre 5 livres (équivalant à 10 numéros), plus le trimestriel «Les Nouvelles du GRIP».

2. L'abonnement annuel complet inclut la collection des Rapports (non périodiques), avec en moyenne six parutions par année.

Vous souhaitez vous abonner ?

Vous pouvez le faire par téléphone (02/241.84.20), par fax (02/245.19.33), par courriel (publications@grip.org) ou en nous envoyant votre demande d'abonnement, accompagnée de votre paiement, au GRIP, rue de la Consolation, 70 B -1030 Bruxelles.

Modes de paiement: **Belgique** (virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement) / **France** (chèque barré; mandat postal international) / **Luxembourg** (soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque au GRIP) / **Autres pays** (virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international) / **Autre moyen de paiement** (carte de crédit - VISA, Eurocard, Mastercard - Précisez votre n° de carte et la date d'expiration.

LES RAPPORTS DU GRIP

- 2/01 **Le réarmement de la Sierra Leone - Un an après l'accord de paix de Lomé**, Eric G. Berman, une étude de Small Arms Survey, 42p., 8,50 euros.
- 3/01 **La disponibilité des armes à feu - Quel impact sur la sécurité et la santé publique ?**, collectif, 40p., 8,50 euros.
- 4/01 **La conférence des Nations unies de juillet 2001 sur les armes légères - Analyse du processus et de ses résultats**, Ilhan Berkol, 58p., 11 euros.
- 5/01 **L'ONU face au terrorisme**, Sandrine Santo, 38p., 8,50 euros.
- 1/02 **La Chine et la nouvelle Asie centrale - De l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après-11 septembre**, Thierry Kellner, 40p., 8,50 euros.
- 2/02 **L'Union européenne et la prévention des conflits - Concepts et instruments d'un nouvel acteur**, Félix Nkundabagenzi, Caroline Pailhe et Valérie Peclow, 72p., 13 euros.
- 3/02 **L'Inde et le Pakistan - Forces militaires et nucléaires en présence**, Françoise Donnay, 40 p., 8,50 euros.
- 4/02 **Les exportations d'armes de la Belgique**, Bernard Adam, Sarah Bayés, Georges Berghezan, Ilhan Berkol, Françoise Donnay, Luc Mampaey et Michel Wéry, 72 p., 13 euros.
- 1/03 **Les relations arméno-turques - La porte close de l'Orient**, Burcu Gültekin et Nicolas Tavitian, 32p., 7 euros.
- 2/03 **La crise ivoirienne - De la tentative du coup d'Etat à la nomination du gouvernement de réconciliation nationale**, Claudio Gramizzi et Matthieu Daminian, 45p., 9 euros.
- 3/03 **Enfants soldats, armes légères et conflits en Afrique - Les actions de la coopération au développement de l'Union européenne et de la Belgique**, Claudio Gramizzi, Félix Nkundabagenzi, Sophie Nolet et Federico Santopinto, 44p.
- 4/03 **Questions juridiques sur la régionalisation des licences d'armes**, Nicolas Crutzen, 28p., 7 euros.
- 1/04 **Le contrôle du courtage des armes - Prochaines étapes pour les Etats membres de l'UE**, Holger Anders, 34p., 7 euros.
- 2/04 **Bilan d'un an de guerre en Irak - Analyse des coûts et des éléments déclenchants**, Caroline Pailhe avec la collaboration de Valérie Peclow et Federico Santopinto, 52p., 9 euros.
- 3/04 **L'Union européenne et le renseignement - Perspectives de coopération entre les Etats membres**, Thierry Coosemans, 52p., 9 euros.
- 4/04 **Marquage, enregistrement, traçage des armes légères et de petit calibre: projet de convention**, Ilhan Berkol, 44p., 8,5 euros.
- 5/04 **Qui arme les Maï-Maï? - Enquête sur une situation originale**, Charles Nasibu Bilali, 26p., 7 euros.
- 1/05 **RDC - Ressources naturelles et transferts d'armes**, Anne Renauld, 33p., 7 euros.
- 2/05 **Iran - Regard vers l'Est : la politique asiatique de la république islamique**, Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, 35p., 7 euros.
- 3/05 **Burundi - Armes légères et violence armée: quel impact sur les femmes**, Edward B. Rackley, 27p., 7 euros.
- 4/05 **Afrique de l'Ouest: Vers une Convention sur les armes légères**, Albert Chaïbou et Sadou Yattara, 20p., 6 euros.
- 5/05 **Afrique de l'Ouest: L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères**, Hélène N.V. Cissé, 22p., 6 euros.
- 6/05 **Afrique centrale : l'harmonisation des législations nationales sur les armes légères**, Pierre Huybrechts et Ilhan Berkol, 105p., 15 euros.
- 7/05 **Guerres et déficits - Les deux piliers de l'économie des Etats-Unis**, Luc Mampaey, 31p., 7 euros.
- 8/05 **Le régime nucléaire - Les efforts de la communauté internationale en matière de désarmement et de non-prolifération**, Céline Francis, 40p., 8 euros.
- 1/06 **Trafics d'armes - Enquête dans la plaine de la Ruzizi (RDC-Burundi)**, Jacques Ntibarikure, avec la collaboration de Charles Nasibu Bilali, Nicolas Florquin et Georges Berghezan, 32 p., 7 euros.
- 2/06 **La Conférence internationale sur l'Afrique des Grands Lacs - Enjeux et impact sur la paix et le développement en RDC**, Pamphile Sebahara, 28 p., 7 euros.
- 3/06 **RD Congo - Acquis et défis du processus électoral**, Pamphile Sebahara, 21 p., 6 euros.
- 4/06 **Trafics d'armes - Enquête de terrain au Kivu (RDC)**, coordination Georges Berghezan, 46 p., 8,50 euros.
- 5/06 **Dépenses militaires et transferts d'armements conventionnels - Compendium 2006**, Luc Mampaey, 33p., 7,50 euros.
- 1/07 **Agenda humanitaire à l'horizon 2015 - Principes, pouvoir et perceptions**, collectif, 54p., 9 euros.
- 2/07 **La Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre - Analyse et recommandations pour un plan d'action**, Ilhan Berkol, 55p., 9 euros.
- 3/07 **Afrique de l'Ouest - L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères - Burkina Faso**, Luz Marius Ibriga et Salamane Yameogo, 24p., 6 euros.
- 4/07 **Radiographie de l'industrie d'armements en Belgique**, Clément Dumas et Luc Mampaey, 44p., 8 euros.
- 5/07 **Le traité de Lisbonne et l'action extérieure de l'Union européenne**, Federico Santopinto, 25p., 6 euros.
- 1/08 **La décentralisation en RDC - Enjeux et défis**, Michel Liégeois, 20p., 5 euros.
- 2/08 **Côte d'Ivoire - La paix malgré l'ONU?**, Xavier Zeebroek, 40p., 8 euros.
- 3/08 **Les munitions au coeur des conflits - État des lieux et perspectives**, Pierre Martinot avec la collaboration d'Ilhan Berkol et Virginie Moreau, 34p., 7 euros.
- 4/08 **La problématique destination et utilisation finales dans les exportations d'armement**, Damien Callamand, 30p., 7 euros.